



En Amazonie, des luttes communautaires contre des menaces anciennes et nouvelles

Bulletin du WRM 269

Février 2024

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

Indice

NOTRE OPINION. Sommet de l'Amazonie : Extractivisme et violence au nom de la « bioéconomie » et de la « durabilité ».....	3
Comment différentes formes d'extractivisme « vert » provoquent la destruction de la forêt amazonienne.....	6
La lutte pour la terre en Amazonie brésilienne contre les sociétés de palmiers à huile et les sociétés minières.....	14
Les incendies et les commerces agricoles, moteurs de la déforestation dans l'Amazonie bolivienne.....	22
Pérou : Résistance et organisation communautaire pour la défense de la « selva ».....	28
Le Yasuní : Les enjeux d'une victoire.....	34
Colombie : la « transition énergétique » menace le bassin nord-occidental d'Amazonie.....	37
Les contradictions de la conservation : le territoire du peuple Ka'apor dans l'Amazonie brésilienne.....	43
RECOMMANDATIONS.....	48
Peuples autochtones isolés du Pérou : comment le FSC s'inspire du modèle des grandes sociétés pétrolières	
Brésil : La coalition Agro é Fogo publie un dossier	
Voix autochtones d'Amazonie	

NOTRE OPINION

Sommet de l'Amazonie : Extractivisme et violence au nom de la « bioéconomie » et de la « durabilité »

Pour l'argument du « développement durable », les gouvernements de la région amazonienne continuent d'encourager l'extractivisme. Face à cette situation, la leader autochtone Alessandra Munduruku déclare : « Il faut délimiter les territoires autochtones. Assez parlé de bioéconomie, de durabilité, s'il y a de la violence ici en ce moment »

Les 8 et 9 août 2023, la ville brésilienne de Belém a accueilli le Sommet de l'Amazonie, une réunion inhabituelle qui a réuni les présidents du Brésil, de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de l'Équateur, du Venezuela, de la Guyane et du Suriname pour discuter des questions dans la région. À l'ordre du jour, entre autres sujets, l'une des principales raisons de la réunion : le défi urgent de la lutte contre la déforestation.

Le Sommet a abouti à la Déclaration de Belém, dans laquelle les présidents suggèrent deux lignes d'action. La première consiste à promouvoir le « développement durable » ; la seconde, la « protection complète » ou la « préservation » de l'Amazonie, dans le but de « zéro déforestation » d'ici 2030. Dans l'une des phrases de cette Déclaration, les présidents déclarent qu'ils ont l'intention de « lutter contre la déforestation » et, en même temps, « d'éradiquer et d'arrêter l'avancement de l'extraction illégale des ressources naturelles » [soulignement ajouté].

Suivant ce raisonnement, la Déclaration semble suggérer qu'il n'y aurait aucun problème si les entreprises et autres acteurs derrière l'extraction minière, pétrolière, forestière et agro-industrielle, ainsi que les grandes centrales hydroélectriques, les routes, les chemins de fer et les ports dont le modèle extractif a besoin, agissaient légalement, avec leurs licences à jour. Or, la réalité de l'Amazonie nous montre exactement le contraire. Les secteurs mentionnés, liés au modèle d'extractivisme industriel, sont les causes notoires de la déforestation. Lorsqu'ils sont pratiqués de manière illégale, ils ne font qu'augmenter leurs impacts destructeurs et violents. La Déclaration de Belém, à son tour, ne mentionne même pas ces causes, et encore moins analyse leurs graves impacts sur les territoires des peuples autochtones, des riverains, des communautés traditionnelles et des paysans.

La dure réalité est que les gouvernements de la région amazonienne, au nom du « développement durable », continuent d'encourager l'extractivisme et, par conséquent, n'admettent pas s'engager dans des mesures structurelles qui rompent avec le modèle extractif, comme l'arrêt de l'extraction pétrolière en Amazonie, proposé par l'un des présidents qui ont participé à la réunion. Par conséquent, le concept même de « développement durable » est devenu une cause sous-jacente et indirecte de la déforestation. Cela signifie que lorsque les présidents appellent, dans la Déclaration de Belém, à plus de « développement durable », dans la pratique, ils appellent également à plus de déforestation.

De nos jours, il est difficile de trouver un secteur destructeur en Amazonie qui ne se qualifie pas de « durable » : gestion « durable », soja « durable », palmier à huile « durable », exploitation minière « durable », tout est devenu « durable ». Il y a des secteurs qui utilisent également d'autres astuces, telles que les « labels de qualité » des certifications volontaires de « durabilité ».

Les dialogues amazoniens et la bioéconomie

Dans les jours précédant le Sommet, des milliers de personnes, dont de nombreux autochtones, se sont rassemblées à Belém lors d'un événement appelé « Dialogues amazoniens », une initiative du gouvernement brésilien lui-même, avec laquelle il a déclaré vouloir encourager la participation de la société civile au Sommet. Cependant, le contenu des propositions et des réflexions qui ont été livrées par écrit dans leurs documents n'a pas été inclus dans la déclaration finale.

En même temps, ce qui a attiré l'attention dans ces « Dialogues » était la forte présence de grandes ONG de préservation qui utilisent souvent ces espaces pour mettre l'accent sur les concepts et les nouveaux récits. À Belém, on a beaucoup parlé de « bioéconomie » et de l'idée de promouvoir la « forêt vivante », en référence à l'Amazonie elle-même.

« Forêt vivante » est une belle expression, mais qui sonne aussi bizarrement. Après tout, quelle forêt ne serait pas vivante ? Il rappelle un autre terme que ces mêmes ONG ont propagé : forêt sur pied. « Forêt debout ? Je n'ai jamais vu une forêt allongée », a déclaré un leader communautaire en entendant parler du terme.

La « forêt debout » symbolise bien la vision que les promoteurs de la bioéconomie – les grandes transnationales responsables de la destruction de l'Amazonie, ainsi que les grandes ONG de préservation – ont de la forêt : une opportunité pour de nouvelles affaires, telles que la vente de crédits carbone qui profitent aux entreprises polluantes, désormais « neutres » en carbone, tout en baptisant leurs « anciennes » entreprises extractives dans le cadre de « l'économie verte », la production de « biocarburants » et l'expansion de l'exploitation minière pour la « transition verte » de l'économie.

Les promoteurs de la bioéconomie cherchent à s'allier aux gouvernements et aux grandes organisations de peuples autochtones et de populations traditionnelles. Ils font des invitations à des événements en huis clos et avec peu de participants. Par exemple, en janvier 2023, le gouverneur de l'État du Pará, Helder Barbalho, était au Forum économique mondial à Davos, présentant le « Plan de bioéconomie » de son État aux élites du capital mondial – un plan, soit dit en passant, préparé par l'ONG préservationniste TNC (1). En juin, il y a eu la « Conférence panamazonienne pour la bioéconomie » à Rio de Janeiro, avec la participation, entre autres, de l'Earth Fund (Fonds pour la Terre) du milliardaire Jeff Bezos, de la Banque mondiale, du WWF et également de l'organisation autochtone régionale amazonienne, COICA (2). En août, il y a eu la « Conférence internationale sur l'Amazonie et les nouvelles économies », soutenue, entre autres, par le gouvernement de l'État du Pará et par VALE (3), l'une des plus grandes sociétés minières du monde, également responsable de l'un des crimes environnementaux les plus graves de l'histoire du Brésil, à Brumadinho et Mariana, dans l'État de Minas Gerais.

Bien qu'elle n'utilise pas le mot « bioéconomie », la Déclaration de Belém résume parfaitement l'idée que les promoteurs de cette idée cherchent à imposer : plus de « développement durable » avec plus de « préservation » et visant toujours de nouvelles opportunités d'affaires commerciales.

« Assez parlé de bioéconomie »

La Déclaration de Belém parle également de « garantir les droits des peuples indigènes, des communautés locales et traditionnelles, y compris le droit aux territoires et terres habités par lesdits peuples, leur pleine et effective possession ». Mais les événements eux-mêmes, qui entouraient le Sommet ont rapidement mis cette promesse en échec.

À la veille du Sommet, dans la municipalité de Tomé-Açu, à 200 km de Belém, quatre indigènes Tembé ont été abattus lors de deux affrontements avec des agents de sécurité de la société Brasil Biofuels (BBF). Les Tembé se battent pour que le gouvernement brésilien délimite leur territoire, repris par BBF, une entreprise qui, avec tout le soutien de l'État, plante et développe la monoculture dans le but de produire de l'huile de palme et des biocarburants pour la bioéconomie ([voir article dans ce bulletin](#)).

L'une des participantes aux « Dialogues sur l'Amazonie », la leader Alessandra Munduruku, d'un peuple qui se bat depuis des années pour la démarcation de son territoire, a déclaré : « Nous devons mettre fin à cette violence de toute urgence. On a besoin de la démarcation des territoires des indigènes.

Le Plan d'action pour les forêts tropicales (PAFT) de la Banque mondiale et de la FAO de 1986 était similaire à la Déclaration de Belém de 2023, proposant des actions pour promouvoir le « développement » avec la « protection » de la forêt. Il convient de rappeler que le PAFT a été un échec et qu'il a entraîné davantage de destructions forestières et de problèmes pour les communautés tributaires des forêts qui ont été injustement blâmées pour la déforestation. Quarante ans après l'échec du Plan de la Banque mondiale et de ses alliés, l'histoire se répète, indiquant que, pour les peuples autochtones et les populations traditionnelles de l'Amazonie, il n'y a pas d'autre choix que de continuer à renforcer leurs luttes d'articulation, d'intégration et de résistance.

(1) [REDD et l'Économie Verte aggravent l'oppression et la déforestation au Pará](#), Brésil, juillet 2023

(2) [Conferência Pan-Amazônica pela Bioeconomia reúne líderes e especialistas para debater formas de impulsar a bioeconomia na Amazônia](#), June 2019.

(3) [Conferência Internacional Amazônia e Novas Economias; Pará e mineração valorizam bioeconomia para promover desenvolvimento sustentável da Amazônia](#)

(4) [Na véspera da Cúpula da Amazônia, duas mulheres e um homem do povo Tembé são baleados no Pará.](#)

Comment différentes formes d'extractivisme « vert » provoquent la destruction de la forêt amazonienne

L'Amazonie est l'une des dernières frontières de la résistance à l'expansion capitaliste. Cette situation est illustrée par les luttes de militants des droits sociaux tels que Chico Mendes, ainsi que par la présence de la plupart des derniers peuples autochtones de la planète vivant en isolement volontaire. Cependant, différentes formes d'extractivisme « vert » envahissent de plus en plus ces territoires.

Même de loin, l'Amazonie séduit l'imaginaire des gens. Après tout, la région abrite une forêt tropicale et un fleuve qui sont, de loin, les plus grands de la planète. L'Amazonie s'étend sur huit pays, ainsi que sur la Guyane française, territoire occupé par la France. Des affluents de l'Amazone traversent plusieurs pays amazoniens, notamment les rios Madeira et Tapajós au Brésil, le rio Madre de Dios au Pérou, le rio Guainia en Colombie et le rio Beni en Bolivie. Environ 385 groupes de peuples autochtones habitent la région, ainsi que la plupart des derniers peuples autochtones de la planète vivant en isolement volontaire et refusant tout contact avec le monde extérieur.

De nombreux livres et illustrations ont documenté la splendeur et la diversité des espèces de l'Amazonie. Ces dernières années, de magnifiques images de l'Amazonie ont également été présentées dans la propagande des multinationales, en particulier celles des pays du Nord, dans le but de montrer qu'elles se préoccupent de la forêt amazonienne. Pourtant, derrière ces brochures sur papier glacé se cachent différentes formes d'extractivisme « vert » qui sont à l'origine de la destruction actuelle de la forêt amazonienne.

Déforestation et dégradation des forêts en Amazonie

Plus de la moitié de la déforestation à grande échelle en Amazonie est due à trois activités spécifiques, qui vont souvent de pair : **l'exploitation forestière, le pâturage du bétail et l'agrobusiness**. Cela explique pourquoi le Brésil et la Bolivie, où se concentrent la plupart de ces activités, affichent les taux de déforestation les plus élevés, non seulement à l'échelle régionale, mais aussi à l'échelle mondiale. Par ailleurs, la dégradation des forêts – un phénomène causé, entre autres, par l'exploitation forestière et de graves périodes de sécheresse – reçoit beaucoup moins d'attention que la déforestation. Pourtant, la dégradation des forêts affecte une zone beaucoup plus vaste que la déforestation à grande échelle. Selon une étude publiée en 2023, environ 38 % de la forêt restante en Amazonie est dégradée (1).

C'est pendant la saison sèche que la déforestation progresse le plus, en raison de milliers d'incendies de forêt. Ces incendies ne sont pas simplement de malheureux accidents environnementaux. Au Brésil, par exemple, où se trouve 60 % de la forêt amazonienne, les incendies de forêt sont avant tout des outils politiques qui facilitent l'appropriation des terres publiques par les grands exploitants agricoles, les éleveurs de bétail et les sociétés d'agrobusiness. Après l'abattage d'une zone de forêt, des routes sont construites pour extraire le bois précieux et l'acheminer vers les marchés nationaux et internationaux. Cela permet ensuite aux éleveurs de

bétail d'accéder à la zone et de faire brûler la terre pour y planter de l'herbe. Une fois que le pâturage du bétail a épuisé le sol, les terres sont souvent réaffectées à la plantation de soja en monoculture à grande échelle. Le même phénomène peut être observé en Bolivie.

Tout au long de ce processus de déforestation et d'utilisation des terres pour le pâturage du bétail et/ou la production de soja, les titres fonciers (souvent falsifiés) donnent un semblant de légalité à un processus manifestement illégal. Les habitants de ces terres – notamment les communautés autochtones, traditionnelles et/ou riveraines – sont souvent victimes d'expulsions violentes, alors qu'ils assistent à la destruction de leurs moyens de subsistance par la déforestation. Selon Global Witness, en 2022, « un meurtre de défenseur de la terre sur cinq dans le monde a eu lieu dans la forêt amazonienne » où « la violence, la torture et les menaces sont le lot commun des communautés de toute la région » (2). Et ce sont l'agro-business et les multinationales de la viande qui profitent le plus de ce processus (3).

Depuis que les puissances coloniales ont envahi la région, **l'exploitation destructive** des bois tropicaux précieux a été l'un des principaux facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts dans la région. Alors qu'autrefois ce bois décorait les palais, les églises et les demeures des élites coloniales en Europe, il orne aujourd'hui les voitures et les bateaux de luxe des élites économiques d'Europe et d'ailleurs. L'exploitation forestière « verte » a été introduite dans les années 1990 sous le nom de « gestion forestière durable » (GFD). Mais l'expérience des communautés dépendantes de la forêt a montré que l'exploitation forestière industrielle, quelle que soit la manière dont elle est pratiquée, est intrinsèquement destructrice pour leurs moyens de subsistance et pour la forêt. Malgré toute la propagande autour du bois « vert », la majeure partie de l'exploitation forestière reste illégale. La GFD joue un rôle important, car elle peut donner au bois exploité illégalement une apparence légale en mélangeant du bois exploité légalement et illégalement (4). Ces dernières années, l'extraction du bois de balsa est devenue une nouvelle tendance. En raison de sa forte résistance, ce bois est utilisé dans la production d'éoliennes en Chine. Cette exploitation forestière visant à soutenir la soi-disant « transition verte » de l'économie capitaliste a entraîné une nouvelle vague de destruction en Amazonie équatorienne (5).

Dans la région amazonienne, une fois que les essences forestières précieuses ont été exploitées, le **pâturage du bétail** est généralement la première activité mise en œuvre. Si d'autres pays possédant d'immenses zones de forêts tropicales, comme la République démocratique du Congo ou l'Indonésie, présentent la plupart des mêmes facteurs de déforestation que l'Amazonie, tels que l'exploitation forestière et minière, le pâturage du bétail n'y est cependant pas un facteur important. En Amazonie, en revanche, il est sans aucun doute l'une des principales causes directes de la déforestation, en particulier au Brésil, en Bolivie, au Pérou et en Colombie. Non seulement le pâturage du bétail est une activité lucrative pour les grands propriétaires terriens, mais c'est aussi souvent la seule opportunité qui s'offre aux petits exploitants agricoles ; ils le pratiquent donc également, que ce soit en tant que participants aux programmes de colonisation de l'État ou en tant que migrants essayant simplement de survivre. Et lorsque les gouvernements, les sociétés de conseil, les banques et les ONG de conservation publient des rapports sur le « problème de la déforestation » en Amazonie, ce sont surtout ces petits exploitants qui sont pointés du doigt. Dans le même temps, les grands éleveurs de bétail et leurs investisseurs, qui sont

responsables de la majeure partie de la déforestation à grande échelle, sont souvent félicités pour leurs initiatives « vertes » censées mettre un terme à la déforestation. Pourtant, derrière leur propagande, cette activité intrinsèquement destructrice mais très rentable se poursuit.

Avec le pâturage du bétail, **l'agrobusiness des monocultures comme le soja, le maïs, le riz, le palmier à huile et la canne à sucre** est l'autre cause directe principale de la destruction de la forêt amazonienne. Dans ce cadre, le soja est la culture la plus importante, avec des millions d'hectares de plantations au Brésil et en Bolivie. Parallèlement, les plantations de palmiers à huile se développent dans la région amazonienne, en Équateur, en Colombie, au Pérou et au Brésil ; il existe également des projets d'expansion des plantations de palmiers à huile en Amazonie bolivienne. [Un article](#) de ce bulletin décrit la violence et l'oppression que subissent les peuples autochtones, les communautés quilombolas et les communautés paysannes de la part de deux grandes sociétés d'huile de palme dans l'État du Pará. L'article décrit les impacts de cette activité, ainsi que l'organisation et la lutte des communautés pour récupérer leurs terres.

Dans une région qui devient de plus en plus sèche en raison du changement climatique, l'eau est particulièrement affectée par la monoculture à grande échelle du soja, du maïs et du palmier à huile. L'impact va bien au-delà de la seule zone de plantation, non seulement en raison de la consommation massive d'eau liée à ces activités, mais aussi de la contamination de l'eau par des produits agrochimiques. La chercheuse brésilienne Larrissa Bombardi parle de « colonialisme chimique » lorsque des pays européens contrôlant un tiers des ventes mondiales de produits agrochimiques vendent des pesticides – interdits dans leur propre pays – à destination du Brésil, qui est actuellement le premier importateur mondial de produits agrochimiques. D'après Bombardi, « quand on pense au colonialisme classique, on pense à la violence physique et à l'expulsion des populations ; c'est ce qui se passe aujourd'hui avec des conflits fonciers dans lesquels les peuples autochtones sont bombardés de produits agrochimiques » (6).

L'exploitation minière est un autre facteur direct de déforestation, en particulier dans des pays comme le Brésil, le Venezuela, la Colombie, la Bolivie, le Suriname, le Guyana et le Pérou. Les concessions minières industrielles couvrent 18 % de la région amazonienne. Les activités minières visant à extraire du cuivre, de l'étain, du nickel, du minerai de fer, de la bauxite, du manganèse et de l'or poursuivent leur invasion de l'Amazonie. Les sociétés minières et les gouvernements des pays industrialisés font actuellement pression sur les gouvernements des pays de la région amazonienne pour garantir l'accès aux minerais qui sont essentiels à la « transition verte » vers une « économie bas carbone ». Ceci permet cependant de camoufler la destruction continue des forêts et des communautés par les compagnies minières sur le terrain (7).

L'exploitation minière artisanale est une pratique séculaire en Amérique du Sud. Cependant, le nombre de mineurs artisanaux en Amazonie est actuellement estimé à 500 000 et les impacts de l'exploitation de l'or, en particulier, sont énormes. Compte tenu de sa croissance exponentielle, cette activité est de plus en plus contrôlée sur le terrain par de vastes réseaux de criminalité organisée, qui comprennent également des personnalités influentes, parmi lesquelles des hommes politiques. Et une fois de plus, ce sont les sociétés basées dans les pays industrialisés qui en profitent le plus. Les entreprises suisses, par exemple, ont importé au moins 4,9 tonnes d'or de

L'Amazonie brésilienne en 2021. La plupart de cet or a été extrait illégalement en territoire autochtone et a laissé derrière lui un sillage de violence, de meurtres et de viols, en plus de polluer fortement les rivières avec du mercure toxique (8).

L'exploitation minière est également responsable de ce qu'on appelle l'« **extractivisme de l'eau** ». L'eau est tellement essentielle pour l'exploitation minière que de nombreuses opérations minières extraient plus d'eau que de minerai. La « transition verte » et son incitation à l'exploitation minière tendent à renforcer cet impact particulier, malgré le fait que l'exploitation minière provoque davantage de déforestation, de changement climatique et de pollution (9). [Un article de Colombie](#) publié dans ce bulletin montre comment le discours sur la transition verte encourage l'extraction du cuivre dans la zone de transition entre les Andes et l'Amazonie en Colombie, et explique comment les populations s'y opposent.

Les zones de concession pour l'**extraction de pétrole et de gaz**, situées principalement au Pérou et en Équateur en Amazonie occidentale, ont de profondes répercussions sur les forêts, l'eau et, en particulier, les populations autochtones. Mais cette extraction a également suscité de nombreuses luttes de résistance (10). Ce bulletin comprend [un article](#) décrivant la récente victoire historique du peuple équatorien qui, par le biais d'un référendum et d'un vote majoritaire, a décidé que les infrastructures d'extraction pétrolière du bloc ITT à l'intérieur du parc national de Yasuní devaient être démantelées et que le pétrole restant devait être laissé dans le sol.

L'« **extractivisme vert** » conduit à davantage d'**extraction de pétrole** et donc à davantage de destructions, y compris en Amazonie, où plusieurs nouveaux projets d'extraction sont prévus. Les sociétés pétrolières et gazières et les gouvernements nationaux de la région affirment que pour financer la « transition » vers une « économie bas carbone », il est nécessaire d'extraire davantage de pétrole. La société d'État brésilienne, Petrobrás, utilise cet argument pour justifier ses projets d'extraction de pétrole dans la « marge équatoriale », située dans l'océan, au nord de l'Amazonie (11).

Depuis les années 1980, l'immense réseau fluvial qui couvre la région amazonienne suscite l'intérêt des promoteurs de grands **barrages hydroélectriques**. Les sociétés de ce secteur affirment que cette énergie est « verte » et « renouvelable », et qu'elle ne génère aucune émission de carbone. La recherche a toutefois montré que c'était un mensonge : les barrages hydroélectriques génèrent d'émissions de CO₂ et de CH₄, ce qui aggrave le chaos climatique (12). Les barrages hydroélectriques sont également une cause majeure de déforestation. Par exemple, les projets de barrages hydroélectriques de Chepete et Bala en Bolivie, avec toutes les infrastructures associées – réservoir, routes, lignes de transmission, etc. – s'accompagnerait de la déforestation de 100 000 hectares, en plus d'affecter six groupes de peuples autochtones (13).

Toutes les causes directes de déforestation nécessitent des **infrastructures**, telles que des pipelines, des routes, des chemins de fer, des ports et des lignes de transmission, ce qui aggrave encore la déforestation. Bon nombre des projets à grande échelle en cours font partie de l'initiative IIRSA, qui propose d'intégrer l'Amérique du Sud – et en particulier les nombreuses régions dites « vides » et « isolées » de l'Amazonie – par le biais de projets énergétiques, de

transport et de communication qui servent les intérêts capitalistes. L'un de ces projets, qui a entraîné une augmentation de la déforestation au Pérou, est l'« autoroute transocéanique », qui relie le cœur de l'Amazonie aux ports maritimes du Pérou et, de là, aux marchés asiatiques (14).

Extractivisme vert

Pour les intérêts économiques qui se cachent derrière les facteurs de la déforestation que nous venons de décrire, le mécanisme [REDD](#) (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) n'a jamais été une alternative sérieuse. Ces acteurs peuvent encore gagner beaucoup plus d'argent avec l'exploitation forestière, l'agrobusiness, le pâturage, l'exploitation minière, l'extraction pétrolière, l'hydroélectricité et les activités d'infrastructure, qu'en gardant la forêt intacte par la vente de « crédits carbone ». C'est l'une des raisons pour lesquelles la déforestation en Amazonie s'est finalement poursuivie et que cette région présente les taux de déforestation les plus élevés au monde. En 2022, 4,1 millions d'hectares de forêt tropicale ont disparu au niveau mondial. Sur les six pays qui ont le plus contribué à cette perte, quatre se trouvent dans la région amazonienne : Brésil, Bolivie, Pérou et Colombie. Cela signifie que ces pays représentent à eux seuls 60 % de la destruction des forêts tropicales dans le monde (15).

Les grandes sociétés qui contribuent directement ou indirectement à la déforestation, comme les sociétés aériennes, affirment qu'elles sont « **neutres en carbone** » parce qu'elles protègent une zone forestière en Amazonie. Astucieusement, ces sociétés invitent même leurs clients à assumer ces coûts en payant un supplément à leur billet d'avion pour garantir un voyage « neutre en carbone ».

Les programmes et projets de type REDD justifient également la création de nouveaux sites d'extraction pétrolière en Amazonie et dans ses environs. Le Guyana offre un bon exemple de cette situation. En décembre 2022, le gouvernement a vendu des crédits carbone pour un montant total de 750 millions de dollars afin de rendre « neutre en carbone » le projet de la société américaine Hess d'exploitation pétrolière en eaux profondes – le type d'extraction le plus risqué. Le projet est censé compenser les émissions qui résulteront de la combustion du pétrole extrait, en protégeant l'ensemble de sa zone forestière, y compris les terres des communautés dépendantes de la forêt (16).

Aujourd'hui, dans de nombreuses régions d'Amazonie, il est difficile de trouver des communautés autochtones qui n'ont pas encore été contactées par une société ou une ONG de protection de la nature promouvant l'« extractivisme vert » de REDD et leur demandant de signer un contrat. [Un article de ce bulletin](#) décrit le modus operandi de la société américaine de crédits carbone Wildlife Works sur le territoire des Ka'apor dans le Maranhão, et explique pourquoi les Ka'apor considèrent qu'un tel contrat représente un risque pour leur autonomie.

Chaos climatique dans la région amazonienne

Dans la mesure où le mécanisme REDD n'a en rien contribué à stopper la déforestation et le changement climatique, l'Amazonie a connu en 2023 une sécheresse sans précédent et une baisse

spectaculaire du niveau de l'eau de ses rivières, ce qui a eu un grave impact sur les stocks halieutiques et les moyens de subsistance des populations riveraines. Le réchauffement climatique rapproche l'Amazonie de ce que les scientifiques appellent un « **point de basculement** ». Selon eux, si ce point était franchi, l'Amazonie se transformerait en quelques décennies en une région différente, beaucoup plus sèche, comparable au biome de la savane (17).

L'Amazonie étant sous les feux de l'actualité internationale, c'est dans d'autres régions étroitement liées à celle-ci, comme les zones de savane voisines, que les activités de destruction des forêts, comme l'agriculture industrielle, ont été développées et que leur destruction s'est intensifiée. Dans la mesure où ces zones sont beaucoup moins protégées et beaucoup moins présentes dans les médias, elles font l'objet d'une destruction beaucoup plus intense et rapide. L'un des problèmes de la législation européenne de lutte contre la déforestation qui est entrée en vigueur en 2023, est qu'elle est uniquement focalisée sur l'Amazonie ; elle ne s'intéresse pas à l'expansion à grande échelle de l'agrobusiness, aux plantations industrielles d'arbres ou à l'exploitation minière dans les zones de savane du Brésil. **En 2023, la déforestation dans la région du Cerrado brésilien a augmenté de 43 %** (18). En raison de la connectivité entre les deux régions, la déforestation dans le Cerrado a également un impact considérable sur l'Amazonie. Et malgré tous les discours sur la nécessité de sauver la forêt amazonienne dans les instances internationales – telles que l'Assemblée des Nations Unies et les conférences des Nations Unies sur le climat et la biodiversité – dans d'autres salles de conférence, les ministres de l'Économie et du Commerce des gouvernements du Mercosur (Brésil, Paraguay, Argentine et Uruguay) et de l'Union européenne sont en train de finaliser un accord de libre-échange. Cet accord vise à renforcer les exportations du Brésil, le plus grand pays amazonien du Mercosur, accroissant ainsi la pression sur la région et causant davantage de destructions (19).

Résistance

Lorsque des membres des communautés amazoniennes ont eu l'occasion de défendre leurs intérêts dans les instances nationales ou internationales, où sont discutées les politiques qui influencent l'avenir de l'Amazonie, leur expérience a généralement été décevante. Dans les instances internationales, l'issue de ces discussions est fortement influencée par les intérêts des multinationales et des grandes ONG de conservation, désireuses d'accéder à la région et de la contrôler en raison des nombreux produits – crédits carbone compris – qu'elles peuvent y obtenir et dont elles peuvent tirer profit.

Les habitants de l'Amazonie ont vécu une expérience tout aussi décevante avec les gouvernements nationaux de la région amazonienne, qui revendiquent leur « souveraineté » sur la région amazonienne et considèrent que cette dernière leur appartient. L'approche « coloniale » de ces gouvernements dans la région ne peut être ignorée, étant donné qu'ils soutiennent activement les intérêts capitalistes qui sont à l'origine de l'invasion et de la destruction de la région. Ces pratiques sont souvent menées au nom du « développement ». Cependant, la solide expérience acquise avec de nombreux projets à grande échelle mis en œuvre jusqu'à présent dans la région révèle que le « développement » ne répond pas aux besoins et aux demandes des peuples autochtones, des

communautés amazoniennes traditionnelles et riveraines, ou du groupe de plus en plus important de membres des communautés qui habitent aujourd'hui les zones urbaines de la région.

Étant donné que les politiques et les projets d'extraction continuent d'être mis en œuvre et que, par conséquent, toutes les formes de violence liées au modèle d'extraction se poursuivent, les communautés ont commencé à créer et à renforcer les mécanismes de défense traditionnels, tels que les gardiens autochtones, pour défendre leurs territoires. Mais aujourd'hui, elles sont confrontées à de multiples forces armées, dont la police, l'armée, les gardes de sécurité et les armées des sociétés, ainsi que des groupes criminels souvent associés au trafic de drogue. Parallèlement, les chefs autochtones de la région sont de plus en plus souvent criminalisés, voire dans certains cas, assassinés. Les données montrent également une augmentation des différentes formes de violence à l'égard des femmes, en particulier des violences sexuelles. Le viol est un moyen d'humilier les femmes, de contrôler leur résistance et de créer la peur (20).

En mettant l'accent sur l'Amazonie, l'objectif de ce bulletin est d'entendre ce que les habitants de l'Amazonie ont à dire sur les projets de « développement » dans leur région, sur la violence et l'humiliation auxquelles ils sont confrontés de la part des sociétés et de l'État, et sur la façon dont ils s'organisent et luttent contre ces projets pour défendre et/ou récupérer leurs territoires.

Tandis que le récent sommet 2023 de Belém des présidents de la région amazonienne (où étaient aussi présents des membres des gouvernements indonésien et de la RDC) a une fois de plus clairement montré qu'ils veulent encore renforcer ce même « développement », ce qui est peut-être le plus urgent aujourd'hui, c'est la nécessité de promouvoir le dialogue entre les peuples amazoniens – qui ont une riche expérience de la résistance à l'« extractivisme vert » – et les militants des pays d'Afrique centrale et d'Asie du Sud-Est. Malgré de nombreuses différences, ils sont tous confrontés à des menaces similaires et au défi de savoir comment s'organiser et résister à ces menaces.

Au fil des ans, les habitants de l'Amazonie se sont rassemblés pour trouver force et inspiration dans leurs histoires respectives et construire des alliances, en franchissant les frontières de leurs pays respectifs qui visent à les séparer. Le Forum social panamazonien en est un exemple. Dans la déclaration de la dernière édition, qui date de 2022, on peut lire ce qui suit :

« Nous réaffirmons que, bien que les dangers se soient intensifiés, les luttes et les résistances ont acquis une force sans précédent, grâce à l'expérience des spiritualités de nos peuples, qui doivent continuer à grandir en tant qu'enfants de la mère Amazonie. En ce sens, les peuples de la Panamazonie s'organisent, se rassemblent, luttent pour leurs territoires et leurs cultures, afin de rendre l'avenir possible. C'est ainsi que progressent les luttes antiracistes, antipatriarcales et anticoloniales ». (21).

(1) Embrapa, [Study shows that degradation has affected over a third of the Amazon rainforest](#), January 2023.

(2) Global Witness, [Almost 2,000 land and environmental defenders killed between 2012 and 2022 for protecting the planet](#), September 2023.

(3) Bulletin WRM, [L'agro-business c'est le feu : accaparement des terres, déforestation et incendies en Brésil](#),

décembre 2021 and Agro e Fogo, [Weapons in the battle for territorial control: Capitalistic uses of fire against rural peoples](#)

(4) Bulletin WRM, [Une liste \(incomplète\) de concepts qui détruisent les forêts](#), janvier 2020 et Bulletin WRM, [Le FSC et la RSPO sont-ils complices de délits ? Le problème des terres de Jari Florestal et d'Agropalma dans l'Amazonie brésilienne](#), novembre 2018

(5) Bulletin WRM, [Paradoxes verts d'un pays amazonien](#), juillet 2021.

(6) Brasil de Fato, [Colonialismo químico: por que o Brasil está morrendo pela boca e como o agro tem culpa nisso](#), October 2023.

(7) World Resources Institute, [Undermining Rights](#), 2020.

(8) Mongabay, [Swiss pledge to stop illegal gold imports from Brazil Indigenous reserves](#), June 2022

(9) WRM Bulletin, [Water, Extractivism and Critical Minerals in Brazil: Some Reflections](#), September 2022

(10) Observatorio petrolero, [Lote 8: cifras de la contaminación petrolera](#), 2022.

(11) Brasil 247, Aos 70 anos, [Petrobras mira transição energética e Margem Equatorial](#), October 2023

(12) Instituto Humanitas Unisinos, [Como salvar a floresta amazônica? Entrevista com Philip M. Fearnside](#), August 2023.

(13) WRM Bulletin, [« Sans eau, il n'y a pas de vie : les rivières de l'Amazonie bolivienne](#), septembre 2022.

(14) Mongabay, World Rainforests, ["Amazon Destruction"](#), November 2021

(15) Statista, [Countries with the largest area of primary tropical forest loss in 2022](#), June 2023 and Global Forest Watch, [Tropical Primary Forest Loss Worsened in 2022, Despite International Commitments to End Deforestation](#), June 2023.

(16) REDD Monitor, ["The sale by the Government of Guyana of forest-based carbon credits was fraudulent"](#), July 2023.

(17) Instituto Humanitas Unisinos, [A Amazônia se aproxima do ponto de ruptura, diz Carlos Nobre](#), January 2019-

(18) Brasil de Fato, [Alertas de desmatamento em 2023 caem pela metade na Amazônia](#), mas sobem no Cerrado, Janeiro 2024.

(19) Greenpeace, [EU-Mercosur: A nightmare for nature](#), March 2023

(20) Mongabay, [Triple riesgo: ser mujer, indígena y defensora ambiental en América Latina](#), November 2021.

(21) [Déclaration finale du 10e Forum social pan-amazonien](#) – FOSPA

La lutte pour la terre en Amazonie brésilienne contre les sociétés de palmiers à huile et les sociétés minières

Dans la région de Vale do Acará, dans l'État du Pará, les communautés indigènes de Tembé, Turiwara, quilombola et paysannes luttent pour reprendre une partie des espaces de vie qu'elles occupent traditionnellement. Ce n'est pas seulement une lutte pour le territoire, c'est une lutte pour inverser une histoire d'oppression et d'injustice. Aujourd'hui, ils dénoncent la violence structurelle et l'omission de l'État.

Le Pará est le deuxième plus grand État de l'Amazonie brésilienne. C'est à l'intérieur de ses frontières que le fleuve Amazone se jette dans la mer. Les peuples **Tembé** et **Turiwara** occupent traditionnellement la région de la **vallée d'Acará** au nord-est de l'État, située dans les municipalités de Tailândia, d'Acará et de Tomé-Açu. Depuis le processus de colonisation, son territoire, riche en forêts, rivières et terres fertiles, a été progressivement pillé par l'extraction du bois et l'exploitation des monocultures de canne à sucre et de tabac, à fin d'enrichir la métropole portugaise. Les peuples Tembé et Turiwara ont été soumis à toutes sortes de violences, non seulement coloniales, mais aussi patriarcales et racistes, à l'instar du processus de *aldeamento*, dont le but était de les expulser de leurs territoires afin qu'ils puissent être appropriés. (1) La violence et la répression contre leurs actes de résistance, ainsi que les épidémies, ont abouti à un véritable génocide, réduisant drastiquement leurs populations.

L'esclavage a également amené des personnes du continent africain à être soumises au travail forcé dans la région. « Nous avons construit les moulins à la main », explique un descendant de ces populations, un chef quilombola. « Lorsque l'esclavage a été aboli, nous avons été laissés ici, sans réparation ni soutien. Le seul « témoignage » dont nous disposons à ce jour est un moulin à canne à sucre entièrement construit par notre personnel », ajoute-t-il (pour des raisons de sécurité, les noms des personnes ayant témoigné pour cet article sont conservés).

Sur les rives de la rivière Acará, même après le décret officiel de la fin de l'esclavage en 1888, et jusqu'au milieu des années 1970, les familles portugaises qui avaient le pouvoir, le prestige et la richesse ont accumulé de vastes étendues de terres sous un régime strict. Ils avaient des maisons commerciales situées à des points stratégiques du fleuve et gardaient les autochtones (Turiwara et Tembé), les quilombolas et les riverains comme des agrégats, en dépendance, à travers des relations de domination basées sur le contrôle répressif de la main-d'œuvre, le système dit « *aviamento* » (2) et par l'usurpation territoriale. (3) Une grande partie des terres usurpées par ces familles d'origine portugaise a ensuite été vendue à des éleveurs et à de grandes entreprises agroalimentaires dans le palmier à huile, la noix de coco et le bois.

À partir de 1952, avec la mise en œuvre du projet JAMIC Imigração e Colonização Ltda dans la municipalité d'Acará, aujourd'hui Tomé-Açu, les terres traditionnellement occupées par les peuples autochtones Turiwara et Tembé près de la rivière Acará-Mirim ont été envahies par le projet officiel de colonisation japonaise financé par des ressources publiques et privées.

La pression sur les territoires traditionnels a été encore aggravée par la mise en œuvre de projets forestiers et agricoles financés par des appuis fiscaux accordés par la Surintendance du développement amazonien – SUDAM. De telles appuis ont été institués au milieu de l'opération Amazônia lancée en 1966, qui visait à favoriser la création d'entreprises rurales et de « points de développement » dans les différentes régions de l'Amazonie. Dans ce contexte, la commune de Tomé-Açu s'est constituée comme l'un des principaux « points d'exploitation de bois » de l'État du Pará.

À propos de ce processus historique d'invasion de leurs terres, un leader Turiwara nous dit : « Nous sommes les pionniers, les héritiers de l'endroit où nos ancêtres nous ont laissés. Nous avons été expulsés par les agriculteurs de l'époque, qui sont arrivés et nous ont demandé de partir (...) Ils ont dit : « Regardez, vous avez deux, trois jours pour partir, et si vous ne partez pas, nous amenons plus de gens ici pour que vous partiez », alors nous avons peur et [donc] il y en avait beaucoup, beaucoup qui ont été expulsés de l'endroit ».

L'invasion des territoires indigènes, quilombola et paysans par les sociétés de palmiers à huile et les sociétés minières

Si dans le passé, les colonisateurs ont envahi leurs terres avec des plantations de canne à sucre et de tabac, ce sont aujourd'hui des monocultures de palmiers à huile et extraction de minerais qui ont conquis les territoires de Tembé, Turiwara, quilombolas et paysans dans la région de la vallée d'Acará.

La production industrielle d'huile de palme est dominée par deux sociétés : Brasil Bio Fuels (BBF), qui a acheté Biovale en 2019 et contrôle environ 135 000 hectares de terres dans la région ; et Agropalma, qui est active dans la région depuis 1982 et contrôle 107 000 hectares de terres. (4) Parmi ses acheteurs internationaux figurent Cargill, Hershey, General Mills, Kellogg, Mondelez, Nestlé, PepsiCo, Stratas Foods et Unilever (5). En 2022, Agropalma a réalisé un chiffre d'affaires de 486 millions USD et 305 millions USD de BBF.

Bien qu'elles se projettent comme des entreprises « modernes » et « vertes », produisant des « énergies renouvelables » telles que le biodiesel, une grande partie de leurs terres sont publiques, avec des titres fonciers falsifiés (7). Un leader quilombola décrit l'arrivée de l'une des entreprises comme suit : « Lorsque BBF est arrivé, c'était encore Biopalma. La société est arrivée tranquillement en utilisant des accapareurs de terres qui ont pris la terre aux quilombolas et aux paysans. La société ne s'est pas présentée. Ce sont eux qui ont détruit la forêt, par exemple. Je me souviens qu'ils ont déboisé 600 hectares de châtaigniers. Ce sont ces accapareurs de terres qui ont passé la terre à Biopalma, escroquant l'acte de propriété de la terre ».

L'huile de palme est actuellement l'huile végétale la moins chère au monde, basée sur une logique coloniale de production, de « prendre sans payer ». Les entreprises, par exemple, ne sont pas responsables des impacts de la déforestation qu'elles ont causés. Les entreprises ne paient pas pour l'eau qu'elles utilisent dans les plantations – une consommation estimée à 34 000 litres d'eau par hectare et par jour (8) – ni pour la consommation dans les usines. Elles ne paient pas non plus

pour la contamination causée par les engrais chimiques et surtout par les pesticides appliqués tels que le glyphosate, un herbicide qui s'est déjà avéré cancérigène et a été trouvé dans les eaux des terres indigènes, à la fois en surface et souterraines. (9) En outre, les entreprises libèrent un sous-produit de la production d'huile de palme dans les plantations comme « engrais organique », ce qui tue la vie dans les cours d'eau, dénoncent les indigènes et les quilombolas.

Le résultat est la destruction. Selon un leader quilombola : « Les entreprises contaminent l'air, l'eau et elles polluent également nos vies. Cela, parce qu'une fois que le palmier à huile commence à pousser, les entreprises jettent des pesticides qui contaminent l'eau, ainsi que le [sous-]produit de la production d'huile de palme. Maintenant, nous avons perdu notre terre, mais nous avons aussi perdu notre eau, nos sources. Les gens ont des problèmes de santé, environ 15 % de notre population est malade à cause du palmier à huile. Lorsque vous pêchez à 06h00 du matin, à 07h00, le poisson que vous avez pêché est déjà pourri. La couleur de l'eau a changé, on voit beaucoup de papillons, signe du déséquilibre. Le manioc ne produit plus comme avant, il a des maladies ».

Les petites zones des communautés sont entourées de plantations de palmiers à huile, ce qui rend impossible le mode de vie des communautés, qui se sentent dans une « prison ». La communauté quilombola de São Gonçalves, par exemple, est entourée de plantations d'Agropalma. La société a fait une porte d'accès pour contrôler qui entre et qui en sort, et a creusé des fossés profonds afin que les quilombolas et les peuples autochtones n'accèdent plus à leurs anciens cimetières, ni leurs zones de chasse et de pêche traditionnelles, sur le territoire contrôlé par Agropalma.

Selon un leader de Turiwara : « Ils n'aiment pas que nous descendions [la rivière] pour faire quoi que ce soit; attraper un poisson, nous ne pouvons plus le faire, donc cela nous affecte vraiment trop. Nous voulons prendre des mesures pour cela, nous sommes ici, nous sommes très humiliés ici par cette compagnie, les animaux tombent dans ces fossés et meurent.

Il y a aussi des pipelines qui traversent la région, générant des conflits. L'un d'eux, qui transporte la bauxite de Paragominas à Barcarena, appartient à la société Hydro, contrôlée par la société norvégienne Norsk Hydro, dont le principal propriétaire est l'État norvégien (10). En 2023, le bureau du défenseur public du Pará a demandé la suspension des travaux d'Hydro sur le pipeline de minerai en raison d'irrégularités de licence. Les communautés quilombola ont signalé au Bureau du Défenseur public qu'elles se sentaient « réfugiées » sur leur propre territoire, étant donné les illégalités des travaux avec des travailleurs et camions transitant dans leurs zones. (11) Un autre pipeline de minerai qui traverse la région provient de la multinationale française Imerys qui transporte le kaolin d'Ipixuna à Barcarena (12). En plus de ceux-ci, un nouveau projet auquel les communautés sont confrontées est le chemin de fer Paraense, qui relie le sud du Pará à Barcarena, et avec lequel le gouvernement de l'État a l'intention d'encourager la plantation et l'exportation de la monoculture de soja.

On cherche à inverser l'histoire, à reconquérir les territoires

Pendant de nombreuses années, les quilombolas et les peuples autochtones ont dénoncé l'invasion de leurs territoires et tous les autres impacts causés par les entreprises. Cependant,

L'attitude des entreprises a toujours été de nier les impacts, cherchant à conclure des accords avec des promesses de projets sociaux. Selon les peuples autochtones et les quilombolas, ces promesses ne sont pas pleinement tenues et, plus important encore, ne résolvent pas le problème central : l'absence de démarcation de leurs territoires.

Bien que la société Ymeris ait « fait don » d'un terrain de 500 hectares aux Tembés à la fin des années 1990, cherchant à résoudre les conflits avec la communauté, la grande majorité des terres reste entre les mains de grandes entreprises, avec le soutien de l'État brésilien. Il suffit de comparer les plus de 240 000 hectares entre les mains de BBF et d'Agropalma, avec la superficie des terres indigènes officiellement délimitées par l'État brésilien dans la région : 147 hectares de la Terre indigène Turê-Mariquita du peuple Tembés, la plus petite terre indigène officiellement délimitée au Brésil.

Fatiguées d'attendre, les communautés de Tembés et de quilombola ont commencé en 2021 une lutte pour reprendre leurs terres, maintenant entre les mains de BBF et d'Agropalma, afin de s'assurer la possession d'au moins une partie du territoire dont elles ont été expulsées dans le passé. Dans ce processus, les Turiwara ont publiquement assumé leur identité, revendiquant aujourd'hui les terres le long de la rivière Acará où leurs ancêtres ont été trouvés par le biologiste allemand Meerwarth en 1899 (13), et ont rejoint les parents de Tembés, comme l'explique un dirigeant Turiwara : « Je suis Turiwara, par nos ancêtres du côté de ma mère, nous sommes Turiwara. Il y a un peuple Turiwara mais aussi un peuple Tembés, nous sommes mixés, mais unis. »

L'une des principales références de la résistance actuelle est le Mouvement IRQ (Indigène, Riverain et Quilombola), qui cherche à unifier et à obtenir plus de soutien pour sa lutte, comme l'explique l'un des dirigeants : « Nous luttons pour garantir tous nos droits, mais aujourd'hui notre plus grand combat et défi est de garantir le droit à notre territoire. Par conséquent, le Mouvement a été créé, afin que nous puissions faire entendre notre voix, et atteindre les oreilles des autorités compétentes pour résoudre ce problème territorial que nous, peuples autochtones, quilombolas et riverains, vivons aujourd'hui lorsque notre territoire est envahi par la monoculture du palmier à huile, comme fait Brasil Biofuels et par les sociétés minières, comme Hydro ».

Les leaders soulignent la participation des femmes : « La participation des femmes autochtones, riveraines et quilombola est un moyen pour nous de démontrer que notre lutte est pour notre famille, pour notre peuple dans son ensemble. C'est pour montrer que notre combat est d'assurer la survie de notre génération future et que cette génération future ait ses droits garantis. Nous, les femmes autochtones, participons à ce mouvement afin de pouvoir unir nos forces avec les guerriers et garantir le droit de notre génération future ».

Les Tembés, les Turiwara et les quilombolas ont déjà demandé aux agences officielles la démarcation immédiate de leurs terres. Dans le cas des peuples autochtones, à la FUNAI, l'agence fédérale pour les affaires autochtones. Et dans le cas des communautés quilombola, à l'INCRA, l'agence fédérale de régularisation foncière, et à l'ITERPA, l'agence foncière de l'État du Pará. En

outre, les communautés paysannes sont dans la même lutte pour s'assurer la propriété de leurs terres face à la menace de l'expansion du palmier à huile :

Encadré : La lutte paysanne de la communauté Virgílio Serrão Sacramento

Les communautés paysannes vivant dans la région ont repris des espaces de vie dont elles avaient été expulsées dans le passé par les exploitants de bois et les agriculteurs, dans le cadre de processus d'accaparement des terres. Les familles de la communauté Virgílio Serrão Sacramento dans la municipalité de Mojú en sont un exemple. Fin 2015, des familles se sont rassemblées et ont réoccupé le territoire d'où plusieurs d'entre elles ont été victimes d'accapareurs de terres. La motivation était la menace de BBF de s'approprier la terre pour étendre ses plantations dans la région de Mojú. De plus, les familles étaient sûres que la terre était publique. Par conséquent, il devrait favoriser les familles paysannes et non les entreprises privées comme BBF.

Après la reprise, les familles ont demandé à ITERPA de régulariser les quelque 700 hectares de la colonie. Cependant, le processus a été paralysé lorsque, en 2020, BBF s'est vu accorder une injonction en justice ordonnant la reprise de possession en faveur de la société. Ceci n'a pas eu lieu parce que les familles ont pu prouver que BBF utilisait des titres fonciers sans fondement. À la mi-2023, BBF a obtenu une nouvelle injonction du tribunal ordonnant aux familles de quitter les terrains. Aujourd'hui, l'affaire est en cours d'analyse par la Commission des conflits fonciers de l'État du Pará. Les familles demandent à ITERPA une inspection de la zone pour montrer une fois pour toutes que la terre est publique et doit donc être régularisée en faveur des familles.

Un membre de la communauté dit : « Nous avons tout construit ici : nos maisons, notre élevage, nos jardins, nos potagers, pour notre survie. Aujourd'hui, les familles vivent de tout ce qui a été construit par elles, collectivement, et travaillent de manière affective, en prenant soin de la terre, en respectant l'environnement et tout ce qui vit dans la nature. Aujourd'hui, les familles ont besoin de cette terre pour continuer leur vie, leur quotidien, pour aider leurs familles, pour aider d'autres communautés qui ont besoin du soutien de la nôtre. Aujourd'hui, BBF tente de prendre la terre aux familles par le biais d'une injonction, alors qu'il y a beaucoup de preuves de l'accaparement des terres que BBF a fait dans l'État du Pará, et à travers cela, elle tente d'enlever les familles de leurs terres, et il est très regrettable ce qui se passe. La communauté est sur une terre publique, l'État, donc si la terre est publique où vivent les familles, le gouvernement de l'État doit soutenir, soutenir les familles. Nous laissons ici notre répudiation de cette situation ; que les autorités puissent venir nous aider à nous maintenir, pour que l'on puisse vivre ici en communauté. »

L'omission de l'État au milieu d'une violence extrême et structurelle

Depuis le début des saisies de terres en 2021, les communautés ont été confrontées à des pratiques violentes de la part de divers groupes lourdement armés, y compris la police d'État, les gardes de sécurité et les milices privées, ainsi que le crime organisé. Il y a eu une augmentation effrayante des persécutions, des menaces de mort, des humiliations et même du racisme de la part de certaines parties de la population régionale contre les communautés Tembé, Turiwara et quilombola, accusées d'entraver le développement. Les plaintes successives et les rapports de

police adressés par les communautés aux organes compétents ont été vains. Les leaders n'ont cessé de répéter : « Agropalma et BBF n'exportent pas d'huile de palme, ils exportent notre sang ».

BBF, en particulier, a promu une campagne visant à criminaliser les communautés en enregistrant des centaines de rapports de police contre les membres de la communauté, en les accusant de pratiques illicites telles que des crimes de menace, de vol, de vol qualifié, d'extorsion et de dommages (14), et en suggérant que l'objectif des communautés était d'avoir accès au palmier à huile. À ce sujet, un leader des Turiwara déclare : « Ils continuent d'humilier les gens, en disant que leur palmier à huile ne réussira pas, parce que c'est le leur. Donc, je vais vous dire une chose, nous n'insistons pas sur l'huile de palme, nous n'insistons sur rien qui est dans ces terres, nous insistons sur notre territoire, c'est notre territoire que nous voulons, nous voulons nous installer à l'intérieur de ce qui est à nous, notre maison ».

Au milieu de l'aggravation des conflits fonciers, la position du certificateur international RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) a été celle de la connivence avec les entreprises du palmier à huile. Après avoir suspendu le sceau « vert » d'Agropalma pendant une brève période en raison des conflits, la RSPO l'a rapidement rendu à Agropalma en juin 2023. (15)

L'un des nombreux épisodes de violence s'est produit à la veille du sommet de Belém en août 2023, qui, à moins de 200 km de la région, a réuni les présidents des pays amazoniens. Entre le 4 et le 7 août, il y a eu de violentes attaques contre la vie de quatre autochtones Tembé à la suite de la lutte pour la reprise des territoires aux mains de BBF à Tomé-Açu (16).

À l'époque, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH), en visite dans la région, avait demandé, entre autres mesures, qu'un bureau de crise soit immédiatement créé par le Secrétariat général de la présidence de la République ; le remplacement des forces de police commandant la sécurité à Tomé-Açu et à Acará ; que la FUNAI crée des groupes de travail pour la délimitation des terres autochtones, et que l'INCRA et l'ITERPA fassent de même pour régulariser les terres quilombola. (17) L'Association brésilienne d'anthropologie (ABA) a envoyé une lettre officielle aux autorités sur le même épisode, demandant la reprise immédiate du processus de régularisation des territoires autochtones et quilombola, ainsi que l'enquête sur les mécanismes de criminalisation des dirigeants et la suspension des incitations aux entreprises impliquées dans la violence, entre autres mesures. (18)

Près de six mois plus tard, il apparaît que pratiquement toutes les recommandations de la CNDH et de l'ABA ne sont restées lettre morte. Même pas le déploiement de la Force de sécurité nationale dans la région n'a empêché l'intensification de la violence ces derniers mois.

Le 10 novembre 2023, Agnaldo da Silva, un autochtone Turiwara, a été assassiné à l'intérieur de la terre qu'Agropalma dit être la sienne, par des agents de sécurité de cette société, comme l'a dénoncé le groupe d'autochtones dont Agnaldo faisait partie. (19) Depuis décembre 2023, le Mouvement IRQ signale aux autorités que les communautés ont subi des invasions et des attaques violentes et que les dirigeants sont menacés de mort. Le 14 décembre, quatre quilombolas ont été attaqués par coups de feu, heureusement personne n'est mort. L'une des leaders et références de

Tembé dans la lutte pour la terre, Miriam Tembé, a été arrêtée le 3 janvier 2024, avec des preuves solides que son arrestation était destinée à criminaliser et à affaiblir le mouvement IRQ (20). Parmi ces indications figure la détermination explicite, inconstitutionnelle et absurde du juge José Reinaldo Pereira Sales conditionnant la libération de Miriam à son retrait du poste de cacique de sa communauté. (21) Le Mouvement dénonce qu'il craint plus de violence et plus d'arrestations de leaders.

L'omission de l'Etat face à cette situation est inadmissible. Ceux qui gagnent ce sont les entreprises mentionnées dans cet article. Pour elles, les communautés représentent un « obstacle » à leurs activités rentables et à leurs plans d'expansion. Il est évident qu'une situation de violence extrême et de criminalisation continue affecte la capacité des peuples autochtones et des quilombolas à s'organiser, à s'unir et à poursuivre la lutte pour la démarcation de leurs territoires.

Pour arrêter l'effusion de sang et freiner les autres violences, il est extrêmement urgent que les recommandations contenues dans les documents de la CNDH et de l'ABA soient mis en œuvre par les autorités compétentes. Nous soulignons également la recommandation que les territoires qui appartiennent de droit aux peuples autochtones Tembé et Turiwara, aux communautés quilombola et paysannes, soient délimités par les agences fédérales et étatiques compétentes.

Enfin, toute notre solidarité avec les Tembé, les Turiwara et les quilombolas qui sont actuellement victimes de pratiques violentes.

(Pour des raisons de sécurité, les noms des personnes ayant témoigné pour cet article sont conservés).

(1) CEDI, 1985. Povos Indígenas no Brasil, Sudeste do Pará (Tocantins), Vol. 8, coord: Carlos Alberto Ricardo; and Carneiro Tuly, João Paulo, 2017. “Tensões territoriais na Amazônia Paraense, o povo indígena Tembê-Turê-Mariquita no município de Tomê-Açu”. Dissertation.

(2) Relation moderne d'esclavage dans laquelle le travailleur était soumis à une dépendance et à une dette sans fin avec le propriétaire.

(3) Les quilombolas et les peuples autochtones dans les processus de territorialisation à Rio Alto Acaré, 2022. Rosa Acevedo Marin, Elielson Pereira da Silva et Maria da Paz Saavedra, pp. 102-126. In : Quilombolas : direitos e conflitos em tempos de pandemia, 2023 (org. : Ana Paula Comin de Carvalho, Osvaldo Martins de Oliveira, Raquel Mombelli).

(4) <https://www.grupobbf.com.br> and <https://www.agropalma.com.br/>

(5) Global Witness, [A Sombra do Dendê](#), 2022.

(6) The Guardian, [The multinational companies that industrialised the Amazon rainforest](#), June 2023

(7) Reporter Brasil, [Cercados pelo dendê, povos tradicionais vivem terror em disputa fundiária com produtora de biodiesel](#), agosto 2022

Avispa Media, [Palma e Conservação: aliadas na expulsão de comunidades na Amazônia brasileira](#), maio 2023

Agência Publica, [Com inércia do governo, empresas do dendê avançam sobre terras públicas da Amazônia](#), agosto 2022

Metrópolis, [Ouro líquido: Produção de dendê explora populações negras e indígenas no Brasil](#), Novembro 2022

Mongabay Brasil, [Exportadora de óleo de palma acusada de fraude, grilagem de terras em cemitérios quilombolas](#), Dezembro 2022

- (8) Grain, [Toxic river: the fight to reclaim water from oil palm plantations in Indonesia](#), December 2020
- (9) Mongabay Brasil, [Desmatamento e água contaminada: o lado obscuro do óleo de palma 'sustentável' da Amazônia](#), 2021
- (10) Bulletin WRM, Brésil : Le barrage de résidus de la minière d'aluminium Hydro Alunorte est-il un désastre annoncé ?, Novembre 2019.
- (11) Globo.com, [Ação quer suspender obras de mineroduto dentro de área quilombola no Pará](#), Outubro 2023
- (12) Carneiro Thury, João Paulo, 2017. Tensões territoriais na Amazônia Paraense: o povo indígena Tembéturê-Mariquita no município de Tomê Açu. Master's dissertation.
- (13) Globus, Illustrierte Zeitschrift für Land und Völkerkunde, 1904. Eine Zoologische Forschungsreise nach dem Rio Acará im Staate Pará (Brasilien), H. Meerwarth.
- (14) MPF/PA. Recommendation 18/2023 dans l'Enquête Civile 1.23.000.000550/2021-10
- (15) Note d'Agropalma, 2023. Précisions sur le sujet publiées par le site ver-o-facto
- (16) MPF/PA. Recommendation 18/2023 in Civil Inquiry 1.23.000.000550/2021-10.
- (17) CNDH, [Recommandation No. 16, of août 8](#), 2023
- (18) Note d'Agropalma, 2023. Précisions sur le sujet publiées par le site ver-o-facto
- (19) BT Mais, [Indígena morre baleado por seguranças de empresa em Tailândia \(Pará, Brasil\), denuncia etnia Turiwara](#), Novembro 2023
- (20) [Carta Em Solidariedade À Cacica Miriam Tembê](#)
- (21) Action pénale 0802666-85.2023.8.14.0060, Décision du 26/01/2024.

Les incendies et les commerces agricoles, moteurs de la déforestation dans l'Amazonie bolivienne

L'expansion de la frontière agricole pour les plantations de soja ou l'huile de palme ainsi que l'industrie minière et la possible construction de géants barrages envahit les espaces vitaux des communautés autochtones et paysannes. A la fin de 2018, les populations se sont organisées au sein d'une Coordination dans le but de défendre leurs territoires et le droit à une vie digne.

11 pour cent de l'Amazonie se trouve sur le territoire bolivien. La région amazonienne de ce pays comprend les départements de Beni et Pando, ainsi que les régions au nord de Santa Cruz, La Paz et Cochabamba.

La déforestation du territoire amazonien bolivien augmente significativement depuis plusieurs années, notamment en raison de l'expansion de l'agro-industrie, des travaux d'infrastructure, de l'économie minière, des incendies forestiers à grande échelle et le développement de politiques gouvernementales facilitant les projets extractivistes.

Le 2 décembre 2018, sous l'initiative de douze populations et organisations en résistance contre l'extractivisme, s'est créée la Coordination Nationale de Défense des Territoires Indigènes Originaires Paysans et des Aires Protégées (CONTIOCAP). Son objectif principal est d'articuler des communautés et populations autochtones et paysannes défendant leurs droits de manière indépendante, dans un contexte toujours plus hostile en raison des politiques extractivistes promues dans le pays.

La CONTIOCAP, qui n'existe pourtant que depuis quelques années, s'est positionnée dans l'opinion publique comme un référent de dignité et d'apport au débat public. Elle permet notamment une analyse du contexte, des plaintes concernant les récentes violations des droits humains et des peuples autochtones, ainsi que des propositions alternatives à l'extractivisme.

À la fin de 2023, le WRM s'est entretenu avec Ruth Alipaz, leader indigène originaire de la Nation Uchupiamona, en Amazonie bolivienne, membre de CONTIOCAP, pour réfléchir à la situation sur ce territoire et à la forte résistance que les Peuples Autochtones livrent.

Faire des affaires en brûlant

On estime qu'en 2023, les incendies forestiers ont brûlé 3 millions d'hectares de forêts en Bolivie. Les incendies ont été aggravés par la sécheresse que traverse le pays, avec une réduction de pluies de 17 pour cent en 2023 en comparaison avec les années passées. Cette situation n'est pas un hasard. Derrière les incendies, se trouvent les entreprises de l'industrie agricole. Il s'agit d'une attaque directe aux territoires et aux zones protégées, qui se superposent en grande partie aux territoires indigènes.

Pour agrandir la frontière agricole, les entrepreneurs de l'agro-industrie brûlent certaines zones pour ensuite pouvoir les cultiver. Cette pratique concerne de nombreuses terres et dépasse la frontière agricole puisque le gouvernement ne dispose d'aucun mécanisme sérieux de contrôle sur ces grandes corporations agro-industrielles. Souvent, celles-ci réalisent même d'importants bénéfices sur les terres communautaires puisque les habitants se voient contraints de louer leurs terres car ils n'ont pas les ressources suffisantes pour exploiter les terrains pour leur propre bénéfice ou pour celui de leur communauté (1).

Ruth Alipaz nous explique comment les entreprises ont compris que brûler les forêts leur faisait perdre de la valeur. Elle affirme qu'« incendier la forêt est une manière de déforester à bas coût et de manière cruelle la forêt primaire. Cela permet le changement d'usage des sols pour ensuite y établir des plantations de monoculture par exemple ».

Ruth explique que « chaque année les boliviens et boliviennes, pas seulement les indigènes, respirent la fumée et les cendres de notre futur, car ils nous dépouillent de nos moyens de vie et de notre dignité. Nous considérons que c'est le territoire qui nous donne notre dignité. C'est là où nous nous connaissons et nous reconnaissons pour ce que nous sommes. A travers nos rêves, nous portons l'ambition de réaliser un projet pour l'autonomie en utilisant notre culture et nos savoirs ancestraux ».

Ajouté aux incendies, la déforestation dans l'Amazonie bolivienne a augmenté à pas de géants.

Déforestation et affaires agricoles

En 2022, le taux de déforestation de l'Amazonie bolivienne a été le deuxième plus élevé de la région amazonienne, derrière le Brésil et le troisième à l'échelle globale concernant les hectares déforestés. On considère que cette année il y a eu 270 000 hectares débroussaillés. Selon la Fondation Tierra, une organisation bolivienne, durant le quinquennat 2016-2021, la déforestation a augmenté de 73 pour cent par rapport à la période de 2010-2015. S'il n'y a pas de chiffres officiels pour 2023, les spécialistes affirment que la déforestation continue d'avancer (2).

Cette augmentation notable dans les taux de déforestation est en grande partie le résultat de l'expansion du commerce agro-industriel destiné à la production de soja et de bétail pour l'exportation. Selon la fondation Tierra, « l'expansion du modèle du soja est le moteur du changement, la force qui l'impulse est la consolidation des droits de propriété de la terre pour les grandes et moyennes propriétés entrepreneuriales. Les forêts ont été éliminées pour habilitier davantage de terres pour les plantations de soja, de manière à ce que le secteur du soja grandisse à un rythme plus important que les autres secteurs commerciaux (maïs, sorgho, blé, canne à sucre, riz). L'accord de titres de propriétés sur de très vastes étendues de forêts, telles que des terres de propriété privée et la vague massive d'autorisations de débroussaillages ont posé les bases pour habilitier facilement de grands champs de cultures. L'avancée de l'agriculture industrielle nourrit le bétail pour l'exportation ». La Bolivie compte environ un million et demi d'hectares de soja et occupe une place importante parmi les principaux producteurs mondiaux de soja.

Par exemple, le département de Beni, situé au cœur de l'Amazonie et où vivent 18 des 36 peuples autochtones en Bolivie, n'est pas exempt de ces pressions, bien au contraire. Les gouvernements en place depuis 2016 ont impulsé l'actualisation du plan d'Usage des Sols (PLUS) et, en 2019, ils ont modifié et actualisé le PLUS Beni. Selon une étude académique, ce plan s'est réalisé « dans l'objectif d'agrandir la frontière agricole et de sortir le département de la pauvreté » (3). Toutefois, de nombreuses organisations de peuples autochtones ont critiqué durablement le processus car ils n'avaient pas été consultés. Ils dénoncent notamment le fait que seuls les secteurs entrepreneuriaux furent pris en compte, et en particulier les entreprises de bétail, dont les intérêts économiques dans le projet d'agrandir la frontière agricole et d'élevage sont considérables (4).

Le nouveau Plan PLUS Beni n'est finalement qu'un outil qui habilite la destruction de l'Amazonie sans considérer les formes de vie des nombreux peuples indigènes qui traditionnellement ont vécu et donc conservés ces territoires.

Huile de palme pour « biocombustibles »

La promotion de plantations pour la production des bien mal nommés « biocombustibles » constitue un autre élément sous-jacent des incendies, selon les plaintes d'activistes et d'organisations locales. Récemment, en prétendant générer de l'emploi et réduire la dépendance aux combustibles fossiles, le gouvernement bolivien a lancé une série de mesures qui favorisent la plantation et l'expansion de trois nouvelles cultures : l'huile de palme, la palme de corail végétal et le ricin. Trois nouvelles cultures, jusqu'à présent peu répandues en Bolivie, s'ajouteront donc aux zones de plantations de soja et de cannes à sucre déjà existantes.

Les plantations d'huile de palme étaient jusqu'à présent peu communes en Bolivie. A travers le « Programme de mise en place des espèces oléifères », le gouvernement a établi plus de 18 pépinières, avec une capacité de production de 48 000 jeunes plants. Le programme se situe dans la région amazonienne puisque les palmes ont besoin de beaucoup d'humidité pour pousser. L'objectif du programme est de parvenir en cinq ans à créer une zone de 60 000 hectares (5).

Selon les déclarations dans les médias nationaux de Javier Mamani Quipse, coordinateur, « le programme ne sera pas synonyme de déforestation, mais réhabilitera les sols dégradés ». Néanmoins, l'expérience avec cette culture dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, prouve non seulement que les plantations industrielles de palme sont une cause de déforestation et de pollution des sols et des sources d'eau, mais également qu'elles ont de très nombreux impacts sur les populations qui vivent sur et autour des territoires de ces monocultures.

Les milliers d'hectares de forêts primaires incendiées et déclarées comme terres dégradées deviendront-elles occupées par des monocultures de palme ?

L'expansion de l'huile de palme est directement liée à la violation des droits des peuples indigènes et des communautés paysannes. Elle affecte leurs modes de vie et leurs cultures. De nombreux

conflits de terres ont été répertoriés. Les femmes, notamment les ouvrières et les fillettes souffrent des injustices et des inégalités face à l'expansion de cette industrie et font face à des formes continues d'oppression (6).

Méga-barrages et infrastructure

Simultanément à l'extractivisme, il faut également mentionner les travaux d'infrastructures nécessaires pour transformer et déplacer les marchandises produites mais aussi pour faciliter la construction de méga-barrages pour produire de l'énergie.

Par exemple, dans le bassin du fleuve Beni, qui traverse le Parc National Madidi, – une des zones à la biodiversité la plus importante de la planète – et la Réserve Pilon Lajas, le gouvernement tente depuis des années d'impulser les méga-barrages de Chepete et Bala. On estime que 75 pour cent de la production d'énergie du barrage du Bala serait exportée au Brésil. Ces deux projets inonderaient des milliers de kilomètres carrés et engendreraient une déforestation supérieure à 100 000 hectares. Sur les terres qui s'avèreraient submergées vivent six peuples indigènes : les Mosetenes, les Chimanes, les Esse-ejias, les Lecos, les Tacanas et les Uchupiamonas, peuple auquel Ruth appartient (7).

Jusqu'à présent, la construction des barrages est bloquée, mais le harcèlement et la pression se poursuivent. Pour mener à bien la construction des barrages, il faut créer des routes, ce qui ouvrirait le territoire aux entreprises de bois et de mines entre autres activités destructrices. Ruth explique : « Toute cette avalanche d'activités extractivistes, les normes qui les rendent possibles, en plus des grandes infrastructures d'énergie et de transport, les complexes industriels à la viabilité technique et économique douteuse (comme le sucre San Buenaventura), les avancées des colons, les spéculateurs de terres dans leur ensemble font partie d'une véritable croisade de colonisation et de spoliation vers le nord amazonien, où les grands perdants sont les communautés et peuples indigènes ».

La vision indigène sur la déforestation et ses luttes de résistance

Toutefois, au fil de la conversation Ruth a insisté sur la manière dont les peuples autochtones en Bolivie ont historiquement joué un rôle central dans la défense des territoires et comment ils poursuivent encore aujourd'hui leur lutte.

La Nouvelle Constitution Politique de l'État (CPE) de 2009 regroupe l'Amazonie tant du Chaco que des Vallées et de l'Altiplano. Elle reconnaît les peuples indigènes, les territoires indigènes, la justice indigène originaire et paysanne, l'autonomie et l'autodétermination des peuples indigènes sur leurs territoires en raison d'un droit préexistant et basé sur le Convenio 169 et la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes, lois 3 760 et 3 897 en Bolivie.

Cependant, Ruth explique comment, concernant la Carta magna ou la loi de la Terre Mère, d'autres lois et décrets ont été émis systématiquement pour aller à l'encontre de la Constitution. Ces normes d'importance moindre sont celles qui, dans l'analyse de Ruth, s'imposent dans la

politique de gouvernement, « en légalisant ce qui est illégal et inconstitutionnel pour une politique économique extractiviste, capitaliste, où les grands capitaux et entrepreneurs nationaux et transnationaux sont ceux qui reçoivent des normes sur demande et à la mesure de leurs intérêts ».

Par exemple, durant la période 2013-2019, un ensemble de directives connues sous le nom de « normes incendiaires » ont été adoptées. Directement ou indirectement, elles augmentent la quantité d'hectares autorisés pour déforester et brûler, en assouplissant les mécanismes légaux en vigueur. De la même manière, la Loi des mines et de la métallurgie 535 de la même période, permet l'ouverture de mines au sein de Zones Protégées sans respect des normes de type Étude de l'Impact Environnemental (EIA), et au sein des Territoires Indigènes, en les exemptant de réaliser la Consultation Libre Préalable et Informée (CLPI) aux peuples indigènes, avec l'argument que les entreprises minières ont des droits prioritaires sur cette loi.

Les politiques gouvernementales des dernières années, affirme Ruth, sont en faveur des grands pouvoirs économiques : « ces politiques violent l'intégrité de la Terre Mère, en lui ôtant sa vertu et sa capacité à donner, générer et régénérer la vie. Elle lui coupe les veines, que sont les fleuves, pour l'industrie minière de l'or et l'utilisation de mercure et des grands projets hydroélectriques. Elles dénudent sa peau avec l'impitoyable déforestation notamment avec le feu pour les commerces agricoles et l'élevage. Elles empoisonnent ses organes de production d'oxygène, comme les sols et les forêts, avec des engrais chimiques pour planter du soja ou de la palme africaine. Elles dynamitent et perforent son système veineux, que sont les versants d'eau souterraines et superficielles, pour chercher du pétrole. Elles mutilent les nombreuses montagnes et les rives de ses fleuves, créées pour apprécier la beauté et la vie dans l'abondance. Cette abondance de vie qui aujourd'hui dépérit car les entreprises minières qui se cachent sous le nom de « coopératives minières communautaires » ou activités de « petite entreprise minière » pour ne pas payer d'impôts ou de très faibles taxes de 2,5%, sont liées aux entreprises transnationales chinoises, brésiliennes, colombiennes et aux grandes entreprises nationales ».

De la même manière, Ruth précise que ces politiques soumettent les peuples autochtones à l'extrême pauvreté puisque « ne pas avoir d'eau est synonyme de pauvreté extrême. Rien n'est possible sans eau ». Ruth explique donc que « le processus d'extinction de l'Amazonie sera dû aux exodes, car ceux qui habitent l'Amazonie de manière ancestrale, ceux qui l'ont protégée et défendue, devront aller chercher ailleurs quelque chose qu'ils ont déjà chez eux. Nous traverserons un processus de transformation pour devenir les destructeurs de nos propres territoires, car nous serons peut-être contraints de nous transformer en mineurs ou agriculteurs d'huile de palme pour tenter de survivre. Ainsi, une fois dépossédés de toute notre dignité, de nos identités, de nos principes et valeurs, de notre spiritualité et vénération à la Terre Mère sacrée, à nos fleuves, à nos montagnes, les forêts et territoires se retrouveront sans leurs protecteurs que nous sommes en tant que peuples indigènes ».

Mais heureusement, dans ce panorama cruel du futur de l'Amazonie et de ses peuples, Ruth partage sa vision d'espoir avec les peuples indigènes en lutte constante. Ainsi, les nouvelles générations commencent à se positionner quant au futur qu'ils souhaitent.

Pour Ruth, plus il y aura de jeunes exigeant de ne pas être dépossédés et revendiquant que ces terres leur reviennent pour leur futur, plus l'espoir grandira ».

LUTTER POUR LE TERRITOIRE C'EST LUTTER POUR LA VIE !

VIVRE DANS L'AUTODÉTERMINATION EST UN DROIT INTOUCHABLE DE NOS PEUPLES
INDIGÈNES

Article rédigé à partir d'un entretien réalisé avec Ruth Alipaz Cuqui, Leader de la Nation Uchupiamona, Amazonie bolivienne et membre de la Coordination Nationale de Défense des Territoires Indigènes Originaires Paysans et des Zones Protégées (CONTIOCAP) et aux sources d'information suivantes :

- (1) [Izquierda Diario, Incendios forestales: los intereses agroindustriales ante la mirada tibia del gobierno](#), November 2023
- (2) Fundación Tierra, [Deforestación 2016-2021. El pragmatismo irresponsable de la "Agenda Patriótica 2025,"](#) June 2022
- (3) Rojas Calizaya, J; Anzaldo García, A., [El nuevo PLUS del Beni excluye a los actores y sus diversas visiones de desarrollo y atenta contra la Amazonía boliviana](#), Cipca, 2020
- (4) Cejis, [Análisis socioambiental del Plan de Uso de Suelo \(PLUS\) 2019 del departamento del Beni](#), 2020
- (5) RTP Bolivia, [Video: Engineer Javier Mamani Quispe, General Coordinator to foment production](#), January 2023
- (6) Voir la section « [Huile de palme](#) » sur le site Web du WRM.
- (7) Bulletin WRM, « [Sans eau, il n'y a pas de vie](#) » : les rivières de l'Amazonie bolivienne, septembre 2022.

Pérou : Résistance et organisation communautaire pour la défense de la « selva »

Des communautés indigènes du bassin Amazonien péruvien ont créé un réseau pour défendre les droits relatifs à leurs territoires et à leur autodétermination. Ils s'opposent à la déforestation, mais également aux projets conservacionnistes et aux marchés de carbone – tels que les projets REDD – qui engendrent de nombreuses injustices et conflits internes.

Le bassin du fleuve Putumayo englobe une zone de 12 millions d'hectares et représente 1,7% du bassin amazonien. Il naît en Colombie et s'écoule en délimitant une grande partie de la frontière entre l'Équateur et le Pérou, jusqu'au fleuve Amazone, au Brésil. Il s'agit d'un des rares fleuves amazoniens qui s'écoule encore librement.

Une grande partie de ce bassin, en particulier dans la région du Pérou, englobe des territoires indigènes et des zones protégées créées par les Etats en méconnaissant les droits territoriaux des peuples qui y vivent. En outre, il s'agit d'une région où se trouvent encore des zones étendues de *selvas* intactes et peuplées de peuples indigènes en isolement volontaire.

Les populations indigènes habitant actuellement la région de Putumayo ont connu ce que l'on a nommé le génocide de Putumayo, entre 1879 et 1913, durant l'apogée de l'extraction du caoutchouc. On estime que près de 100 000 indigènes dans la région amazonienne ont été brutalement exploités, abusés et torturés (1) par les compagnies exploitantes de caoutchouc.

La malédiction des ressources

Comme d'autres zones de l'Amazonie, la région du bassin de Putumayo souffre des terribles impacts de déforestation et de dégradation des forêts ; impacts en partie dus à l'industrie minière et aux entreprises de bois. Qui plus est, au cours des dernières années, les mafias qui contrôlent ces deux commerces se sont rapprochées du narcotrafic et des guérillas armées (2). On constate donc une augmentation de la présence de bandes criminelles armées qui s'ajoute à un Etat absent et incapable de garantir les droits des peuples.

La tranquillité dans laquelle vivaient les communautés indigènes sur les rives du fleuve Putumayo est menacée. La violence est devenue un problème quotidien. Les trafiquants de drogues utilisent la région pour étendre les cultures de coca, ce qui place les territoires indigènes sous menace. Les communautés sont dans l'incapacité de refuser les invasions de leurs terres par les narcotrafiquants et l'absence totale de programmes étatiques destinés à créer des alternatives de vie, surtout envers les plus jeunes, a pour conséquence la possible adhésion d'individus à ces mêmes bandes criminelles.

Le Pérou est le deuxième pays avec le plus de forêt amazonienne après le Brésil. Il occupe également la troisième place en termes de déforestation (derrière le Brésil et la Bolivie). Un

rapport récent, estime que, dans les dernières décennies, plus de 2 700 000 hectares de forêts, ont été perdus. Cela est la conséquence directe de l'expansion des plantations visant à l'extraction d'huile de palme (3).

Pour compliquer un peu plus l'avenir des forêts amazoniennes et de nombreuses communautés indigènes qui ont occupé ces territoires de façon millénaire, au début de l'année, le Congrès de la République, a approuvé une série de modifications à la Loi sur les forêts et la faune sauvage. Des organisations indigènes et de la société civile ont dénoncé l'approbation trop rapide de la loi qui bafouait les temps parlementaires. Ils ont par ailleurs souligné que les modifications de la loi font la promotion de la déforestation et facilitent l'octroi de droits sur leurs forêts à des tiers. Pour eux, « ils ont violé nos droits à la consultation et au consentement préalable libre et informé. Plus grave encore, cette modification fera la promotion du dépouillement des territoires intégraux ancestraux et augmentera les menaces et la vie des défenseurs indigènes environnementaux, ainsi que la vie et l'intégrité biologique, culturelle, environnementale et spirituelle », ont-ils soutenu dans une lettre adressée aux autorités du Congrès (4).

L'association interethnique de Développement de la Selva péruvienne (AIDSESP), une organisation qui regroupe de nombreux peuples indigènes amazoniens, a divulgué un texte dans lequel ils rejettent les modifications à la Loi sur les forêts. Ils expliquent que l'aspect le plus dérangeant de cette modification n'est autre que le changement d'utilisation de terres à des fins forestières et/ou de protection pour des fins agricoles qui, auparavant se réalisait de manière exceptionnelle et respectant certaines règles techniques. La loi permet « maintenant de réaliser des changements 'légalement' sans respecter les critères techniques, en offrant une impunité à ceux qui attenteraient aux forêts, lesquelles nous protègent pourtant de la crise climatique » (5).

Les modifications bénéficient clairement aux secteurs agricoles, comme celui de l'huile de palme qui peut maintenant accélérer son expansion en Amazonie. Malgré ce contexte difficile, les communautés qui vivent dans le bassin de Putumayo continuent à résister et à étudier des solutions pour se maintenir sur leurs territoires.

WRM s'est entretenu avec Arlen Ribeira, indigène du village de Witolo au Pérou :

WRM : Arlen, peux-tu nous parler un peu de toi ?

Je m'appelle Arlen Ribeira. Je suis indigène du village de Witolo [également autodénoté Muina Murui]. Je vis à la frontière du Pérou et de la Colombie et tous mes ascendants ont été victimes de l'exploitation du caoutchouc. Une partie de notre famille qui a survécu a quitté la Chorrera, en Colombie, ils se sont échappés et installés le long du fleuve de Putumayo pour survivre et ne pas être poursuivis par les patrons du caoutchouc.

J'ai grandi avec mes grands-parents et des adultes plus âgés, les sages. J'ai été élevé dans une *maloca*, notre maison traditionnelle indigène, la maison de la sagesse. J'ai par conséquent un attachement très fort avec la lutte de nos peuples. J'ai impulsé la protection territoriale et humaine

des peuples indigènes en isolement volontaire et en contact initial. Enfin, j'ai participé à de nombreux événements au Pérou, mais aussi à l'international en lien avec la défense du territoire.

WRM : Récemment, a été créé le « Réseau de Territorialisations Indigènes du Bassin Amazonien pour l'Autodétermination » (Réseau TICA). Peux-tu nous raconter de quoi il s'agit et ses objectifs ?

Nos organisations qui intègrent le Réseau TICA sont : la Fédération de Communautés Natives Frontalières du Putumayo et la Communauté Matses, qui se trouve à Loreto et qui fait partie de celles possédant les territoires les plus vastes, qui inclut des zones protégées. Les frères Iskonowa de l'association Iskonowa font aussi partie du réseau pour le développement, ils se trouvent à la Sierra del Divisor. Enfin, il faut citer la Fédération de Communautés Natives du Purus, qui a sur son territoire la zone protégée la plus étendue du Pérou ; ils se trouvent à Pucallpa, Ucayali.

Les territoires de toutes ces communautés et fédérations englobent environ 13 millions d'hectares [une superficie équivalente à la taille du Nicaragua]. Une partie de nos revendications et de notre lutte consiste en la reconnaissance de toutes ces zones naturelles protégées, créées par l'Etat souvent en méconnaissant les peuples indigènes ainsi que nos propres territoires. Nous souhaitons d'une certaine manière inverser la situation, ou qu'il puisse exister une norme garantissant nos droits sur ces territoires, sur nos coutumes, nos lieux sacrés et nos droits à l'usage de la forêt qui a toujours été notre source de subsistance.

Par ailleurs, nous constatons qu'il existe une importante lutte contre le changement climatique supposément à l'initiative des Etats. Or, sur le terrain, ceux qui luttent effectivement contre le changement climatique sont les peuples indigènes grâce à leurs forêts. Nos territoires génèrent des pluies et ces pluies se déplacent, arrivent jusqu'en Argentine, passent par le Brésil et traversent le monde.

Nous souhaitons que, dans la lutte contre le changement climatique, nos territoires et apports soient reconnus et nous refusons les projets de carbone, comme REDD (Réduction d'Emission causées par la Déforestation et la Dégradation). Ce projet ne nous intéresse pas tel qu'il est actuellement car il constitue une série de menaces pour le maintien de nos terres. En outre, il contribue au réchauffement climatique puisque cela signifie que les entreprises participant au projet REDD ne diminuent pas leurs émissions.

On nous envoie des gens pour prendre soin des forêts mais ils continuent à polluer. Ce projet de REDD, comme tous les commerces de carbone, est rattaché à une série de pièges dans lesquels les peuples indigènes ont perdu leurs titres de terre. Les principales menaces sont le dépouillement du territoire, des ressources biologiques et des droits humains et collectifs. Qui plus est, ces projets engendrent des déplacements et de la faim car ce sont des contrats de 20 ou 30 ans sans penser au futur des peuples. Les ressources économiques supposément générées par ces projets REDD ne sont que des mensonges. Les petites ressources qui parviennent parfois jusqu'aux communautés génèrent de la division et du conflit interne. Ces conflits poussent une partie des familles à adopter un autre type de décisions pour négocier les forêts.

Notre objectif principal est de garantir notre propre autonomie. Cette autonomie indigène contribue à la durabilité de la biodiversité, des forêts et de notre planète. Cela veut dire qu'à travers nos connaissances nous préservons la planète. Nous souhaitons attirer l'attention des Etats et de la communauté internationale. En tant que peuples indigènes, nous avons la solution, sans avoir besoin de détruire des sociétés, sans avoir besoin de dépouiller des territoires comme ce que nous voyons actuellement.

Par l'intermédiaire de REDD, de nombreuses zones naturelles protégées ont été créées. Cela est très grave et va à l'encontre de nos droits. Il faut davantage prendre en considération les propositions des peuples indigènes dans des instances telles que la Conférence sur le Changement Climatique, avec la finalité de créer une lutte effective. Nous avons tellement de zones naturelles protégées et nous n'avons pas d'accès ni de bénéfice aux fonds climatiques, aux fonds de conservation. C'est notre grand problème. En ne comptant que nos territoires ancestraux, nous avons déjà 13 millions d'hectares sur lesquels des zones naturelles protégées ont été créées. En tant que fédérations, nous ne jouissons d'aucun type de bénéfice en lien avec la conservation ou le changement climatique. Ce que nous cherchons donc c'est à gouverner nous-mêmes nos territoires. De manière autonome, avec la libre détermination en respectant le Convenio 169 et la Déclaration Universelle des Droits sur les Peuples Indigènes.

WRM : Comment le réseau TICA est-il parvenu à formuler une posture contraire et critique aux politiques REDD ?

J'ai travaillé avec nos frères de Purus, avec les Matses et les frères Iskonawa. Nous avons beaucoup parlé et réfléchi à quel rôle avait donc notre territoire et pourquoi cherchait-on à nous l'enlever ? Nous avons aussi souligné que l'on parlait de milliers de millions de dollars et que nos territoires apparaissaient dans les projets de nombreuses ONGs en lien avec le ministère de l'Environnement, les mêmes qui nous dépossèdent de nos territoires. On a aussi constaté l'organisation d'ateliers, de congrès dans le but de finalement nous limiter dans l'usage de nos territoires. Et nous nous demandons : pourquoi est-ce que cela arrive ? Pourquoi, avec nos connaissances, n'avons-nous pas accès à des formations ? Cela nous a amené à la conclusion qu'il y avait un commerce obscur dont personne ne parle. Et ce commerce, c'est le carbone.

Par exemple, le Parc National Sierra del Divisor a été créé dans le territoire des Iskonawas. Cela a divisé leurs territoires et ils n'ont pas accès aux ressources, ils se sentent dépossédés de leur propre territoire et n'ont aucun titre de propriété. Quand ils veulent s'établir sur une zone, on les évacue. Ils deviennent donc des nomades. On nous enlève nos espaces et nous ne pouvons plus vivre sur notre territoire ancestral.

C'est ainsi qu'est né le Réseau TICA qui est un long processus fait d'importantes luttes. Nous lançons un appel aux institutions, à la solidarité, à ce que l'on nous soutienne. Car en sollicitant la revendication territoriale, nous nous exposons à de nombreuses menaces. Nous rencontrons également des différends avec les autorités du Pérou mais aussi des ONGs qui se regroupent et tentent de diviser nos organisations, de détruire notre unité territoriale dans le but de nous empêcher de réclamer nos droits.

Nous sommes préoccupés de savoir comment nous vivrons dans 20, 30, 40, 50 ans, si l'on continue à réduire notre territoire. Nous ne pourrons plus satisfaire nos besoins basiques comme l'alimentation, la chasse, la pêche et la récolte. L'Etat ne crée pas de projets alternatifs, le trafic de bois illégal et de mines illégales est présent et on constate la création de routes sur nos territoires indigènes et sur des zones protégées. Notre futur devient très incertain.

Si nous ne nous soulevons pas maintenant avec la solidarité que notre lutte pourra trouver et pour faire entendre notre voix, l'avenir de nos communautés s'avèrera compromis. Je pense qu'il y aura davantage de pauvreté et de besoins. Et comme vous le savez, en Amazonie péruvienne, le gouvernement n'est pas présent. Nous ne vivons pas du gouvernement. Nous vivons de la forêt.

Que se passera-t-il quand il y aura un besoin d'utiliser davantage de territoires ancestraux ? Car nous, nous n'avons pas dépouillé l'Amazonie, nos forêts nous les avons toujours eues et là où on trouve des indigènes on trouve toujours des forêts, et c'est pourtant sur ces forêts que nous avons conservées que l'Etat a créé des zones naturelles protégées. C'est une énorme préoccupation.

WRM : Quelle est la posture des gouvernements au Sommet de Belém ?

L'an passé, une réunion des présidents de la région amazonienne a eu lieu : le sommet de Belém, au Brésil, qui a émis la Déclaration de Belém. Les présidents y exposaient leur vision du futur de l'Amazonie et proposaient de poursuivre le développement comme une manière de combattre la pauvreté, d'impulser des projets extractivistes – de l'agriculture commerciale, minière, etc. – pour créer de l'emploi, de la richesse, etc. Ils y affirment également qu'il est nécessaire de combattre les activités « illégales ». Donc, par exemple, ils ne questionnent pas la dynamique minière si elle est « légale ». Nous avons donc une des plus grandes mines du monde, appartenant à l'entreprise Vale, au milieu de l'Amazonie, qui jouit de toute ses licences et permis en cours. En parallèle, la déclaration établit la nécessité de protection et des politiques de type REDD.

WRM : Que penses-tu de cette vision des gouvernements visant à continuer à soutenir l'extractivisme « légal » ?

J'étais moi-même au Sommet de Belém. Cette réunion ne fut que déclarative. Le Pérou, un des signataires de la déclaration, vient d'approuver une nouvelle Loi des forêts dans laquelle sont autorisés les dépouillements, les invasions territoriales. Cela signifie que les gouvernements n'améliorent pas les conditions de vie, ne remplissent pas leurs obligations, au contraire, ils nous appauvrissent. Ils disent : « nous développerons le Putumayo, nous ferons des routes ». Mais les routes signifient une hausse de la pauvreté pour les indigènes, une augmentation des invasions et de la criminalité. C'est en effet, par la route qu'arrivent toujours plus de trafiquants de mines illégales, de tailleurs de bois illégaux, de narcotrafic, de violence, d'exploitation humaine, de dépouillement territorial et de migrations. La route est utile à l'entrepreneur pour extraire toutes les ressources qui existent dans un endroit. En tant qu'indigènes, nous ne devons pas croire à ces déclarations, nous ne devons pas faire confiance. Nous devons œuvrer au contraire pour notre autodétermination, protéger notre territoire, nos droits et c'est de cela dont on vivra. Comme me l'a dit mon grand-père : « je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de richesse, tant que tu peux regarder la

forêt, tu peux avancer, et de cela tu vivras. Protège et regarde comment nous créons notre espace, nous avons de l'abondance, nous avons la santé, il ne nous manque ni nourriture ni aliments ». C'est ça notre richesse.

(1) Thomson, N.; Pineda Camacho, R. [El libro rojo del Putumayo](#), 1913.

(2) Rio de vida y muerte, [Rio Putumayo](#).

(3) Environmental Investigation Agency (EIA), [New report exposes illegal Amazon deforestation as Peru approves scandalous 'amnesty' law forgiving past forest crimes](#), February 2024

4) [Organizaciones indígenas nacionales rechazan la modificatoria de la Ley Forestal que atenta contra los derechos indígenas](#), January 2024

(5) Pronunciamiento: [Rechazamos aprobación de la modificación de la Ley forestal y de fauna silvestre que vulnera derechos colectivos de los pueblos indígenas y pone en riesgo la Amazonía](#), décembre 2023

Le Yasuní : Les enjeux d'une victoire

La décision du peuple équatorien de mettre fin à l'extraction pétrolière dans le parc national Yasuní implique dorénavant de nouveaux défis : comment récupérer un territoire sacrifié et rendre justice aux zones affectées avec la solidarité de l'ensemble du pays.

Le 20 août 2023, le peuple équatorien s'est rendu aux urnes pour des élections anticipées concernant le président et les représentants à l'Assemblée nationale. Deux consultations populaires eurent également lieu à l'occasion. La première à Quito, dans le but de freiner l'entreprise minière dans la zone du Chocó-Andino, et la seconde, à l'échelle nationale, pour savoir si le peuple souhaitait laisser le pétrole dans les sous-sols de ce que l'on nomme le « bloc ITT », situé dans le Parc National Yasuní. Près de 60% des votants se sont exprimés en faveur du « oui ». Cela signifie que dans un délai d'un an, les puits de pétrole doivent fermer, que l'infrastructure doit être retirée et qu'un processus de réparation de la zone affectée doit être évoqué.

Le Parc National Yasuní a une des biodiversités les plus denses du monde et des populations indigènes y habitent – notamment les Tagaeri et les Taromenane qui vivent en isolement volontaire. Les sous-sols du Yasuní contiennent également de grandes quantités de pétrole et le territoire compte trois blocs pétroliers. Le bloc 16, qui est passé des mains de REPSOL à l'entreprise étatique équatorienne, le bloc 31, qui a très peu d'importance et l'ITT ou bloc 43, sous la direction de l'entreprise étatique PetroEcuador. L'extraction de ses gisements, dont les réserves atteignaient près de 900 millions de barils de pétrole a débuté en 2016. Ce pétrole est très lourd. Son extraction demande par conséquent énormément d'énergie et ce processus est synonyme de quantités très importantes de déchets d'eau toxiques et d'autres polluants.

Pour ces populations et pour la lutte de nombreuses organisations et collectifs, la victoire du Yasuní a été un triomphe très attendu et émouvant. Or, comme tout succès, il est aussi synonyme de défis.

Tout d'abord, le bloc 43, Ishpingo-Tambococha-Tiputini (ITT), dans le Yasuní, est une zone où l'on a construit une enclave pétrolière qui devra être démantelée et ôtée du lieu. Qu'est-ce qu'implique ce retrait ? Comment récupère-t-on un territoire sacrifié ? Quelles sont les actions de justice pour affronter les abus commis contre la nature et les peuples dans le Yasuní ?

Il faut rappeler que le 22 août 2013, nous étions divers collectifs auto-proclamés (réunis sous le nom de Yasunidos), à présenter devant le Conseil National Électoral de l'Équateur une demande de consultation populaire avec la question suivante : « Souhaitez-vous que le gouvernement équatorien maintienne le cru de l'ITT, connu comme bloc 43, indéfiniment dans les sous-sols ? ». Cette consultation populaire cherchait à protéger la vie et le territoire des peuples indigènes Tagaeri et Taromenane et, plus amplement celle des communautés de vie du Parc National Yasuní dans leur ensemble.

Dix ans plus tard, le 20 août 2023, après avoir dépassé tout type d'obstruction de la part de l'Etat, la consultation concernant le Yasuní a finalement eu lieu. Simultanément, une consultation régionale dans le canton de Quito visant à interdire les activités minières dans une autre zone importante du pays (dans la zone du Chocó Andino) fut réalisée. Près de 69% des habitants de Quito votèrent pour le OUI à la vie face à la mine.

Apprentissages

Le débat sur la consultation populaire fut très large et la question de l'extractivisme est devenu un axe central du processus électoral. Bien que la plupart des candidat.e.s à la présidence se soient ouvertement opposé.e.s au maintien du pétrole sous terre et que les grands médias aient clairement tenté de convaincre la population de voter contre, la réponse du peuple fut positive : l'électorat vota à 59% en faveur de cette proposition. Aucun des candidats n'a reçu ce même taux de soutien.

Selon ce qui est spécifié dans le paragraphe 6-22-CP/23 de la Cour Constitutionnelle, en cas de victoire du « oui » lors de la consultation pour le Yasuní, l'Etat est contraint à un retrait progressif et ordonné de toute activité en lien avec l'extraction de pétrole dans un délai d'un an à compter de la notification des résultats officiels. L'Etat ne pourra donc pas non plus exercer des actions visant à débiter de nouvelles relations contractuelles pour continuer l'exploitation du bloc 43.

La consultation sur le devenir du Yasuní nous lègue donc divers apprentissages :

- Les batailles sont longues, difficiles et doivent être livrées à de nombreuses échelles. Or, il est bel et bien possible de construire une conscience écologique et sociale. Nous pouvons vaincre les forces rétrogrades qu'imposent le culte du capitalisme et l'extractivisme, fer de lance de l'accumulation et de la dépossession.

- La dispute pour le futur revient à préserver la vie et la nature, qui ne nous est ni lointaine, ni étrangère. Ce sont les forêts et ses populations, les gens et les fleuves, les divers êtres et les relations sur nos territoires qu'il faut préserver. La nature n'est pas une adversaire, mais une alliée. Les désastres actuels et futurs ne sont pas naturels, ils sont une construction d'actions et d'inactions globales et locales.

- Les transitions – déjà inévitables – doivent mettre à l'ordre du jour non seulement le ralentissement des frontières extractivistes, mais aussi récupérer les territoires sacrifiés et les restaurer. Il ne s'agit pas d'une seule bataille pour le futur mais bien d'une lutte actuelle aspirant à la reconstruction de qui a été abîmé, à la récupération de la capacité d'autoregénération de la nature, à l'autodétermination des peuples sur les territoires et leur autonomie dans la solution des problèmes et conflits.

Plusieurs tentatives de non-respect du mandat populaire ont déjà été observées, certains ont également affirmé qu'il était impossible de l'appliquer. L'ex-ministre de l'énergie, Guillermo Lasso, a même avancé que « jamais dans l'histoire du monde, on a cessé d'exploiter un gisement

permettant de produire plus de 60 000 barils par jour ». Toutefois, l'entreprise Petroecuador a déjà présenté le chronogramme de fermeture et envisage de commencer à le mettre en œuvre le 31 août 2024. Cela ouvre une fenêtre de temps pour se préparer à ce processus et le surveiller sur le territoire même.

L'année 2024 sera une année très active au cœur du Yasuní avec notamment une visite de la Cour Interaméricaine des Droits Humains aux populations en isolement volontaire, avant d'émettre un jugement concernant le manque de protection de la part de l'Etat. Les peuples vivant dans le Yasuní signalent effectivement le non-respect des droits économiques, sociaux et culturels et la dépendance à l'industrie pétrolière.

Il faut également mentionner la pression des groupes de pouvoir (lobbies) de l'industrie pétrolière qui rechignent à perdre une source de revenus. Des chiffres sont alors donnés – sans aucune explication – sur les coûts du démantèlement et beaucoup parlent de nouveaux scénarios de corruption. Il n'y a pas d'information sur ce que l'industrie nomme « actifs et passifs » et il est complexe de savoir quelles infrastructures ils comptent retirer ou pas.

2024 sera aussi une année de nombreuses réflexions et propositions des militant.e.s pour la vie et la nature, probablement avec la complicité et l'aide de la nature elle-même. Il s'agira de moments propices pour repenser la construction de l'utopie et la reconstruction de l'autonomie et de la souveraineté. Une opportunité de créer des moments et espaces pour rendre justice aux zones affectées par les activités pétrolières avec la solidarité de l'ensemble du pays, et surtout, des moments pour repenser depuis le bas les coûts et impacts réels de ces opérations pétrolières, de l'exploration jusqu'au retrait et la réparation intégrale.

En parlant des opérations pétrolières, nous savions qu'il y avait une série d'études et de procédés que les entreprises devaient présenter pour obtenir une licence. Une de ces études était le plan d'abandon, nous ignorions cependant que par « abandon », l'entreprise planifiait simplement de noyer les plateformes ou d'abandonner les puits.

Nous considérons à l'inverse qu'une réelle réparation du Yasuni-ITT signifie tout retirer, pour que tout retourne à un état similaire à ce que les zones étaient avant la réalisation de ses activités qui n'auraient jamais dû exister. Il faut démanteler l'infrastructure, la retirer, réhabiliter les écosystèmes, restaurer, réparer, récupérer l'autonomie pour les peuples et pour la nature.

Esperanza Martínez

Acción Ecológica

Colombie : la « transition énergétique » menace le bassin nord-occidental d'Amazonie

Mocoa se situe entre les montagnes andines et l'Amazonie colombienne, au milieu d'un des bassins hydriques les plus importants du pays, territoire où cohabitent des communautés indigènes, afro-descendantes, des paysans et des colons. La demande croissante de minéraux pour la « décarbonation » dans le monde met à mal cette région, puisque les entreprises minières tentent d'avancer dans l'extraction du cuivre qui se trouve dans ses sous-sols.

La transition énergétique (TE) est un défi important pour l'humanité dans le siècle actuel. Elle est présentée comme LA stratégie face à la crise climatique, le réchauffement global, le déséquilibre planétaire, la disparition des espèces, entre autres. Elle questionne directement les modes de vie, la continuité du rythme de consommation des dérivés de combustibles fossiles et minéraux qui libèrent du CO₂ – principalement dans le pays du Nord global et élites du Sud –, et le processus autodestructeur qui en résulte sera irréversible.

La TE n'est pas récente. L'Histoire témoigne du registre des changements que les humains ont adoptés et adaptés pour améliorer leur bien-être : frotter des pierres a produit du feu et on est passé de la consommation d'aliments crus à de délicieux plats. Les avancés dans les systèmes de transport : vapeur, chemin de fer, moteur ou aérien et l'industrialisation ont mené indiscutablement à une forte dépendance aux combustibles fossiles. Durant le XXe siècle, le développement de nouvelles technologies a induit une augmentation progressive de la consommation de minéraux, parmi lesquels, le cuivre.

Pour sa part, le président de Colombie, Gustavo Petro, a œuvré pour que la TE soit assumée comme un devoir de tous les pays au moyen d'appels à la réduction de la consommation de combustibles fossiles et à la diminution d'émission de CO₂. Ces postulats dans le pays génèrent des tensions avec les secteurs minier et d'hydrocarbures puisqu'il qu'il sous-entend à plus ou moins long terme l'abandon de ce modèle.

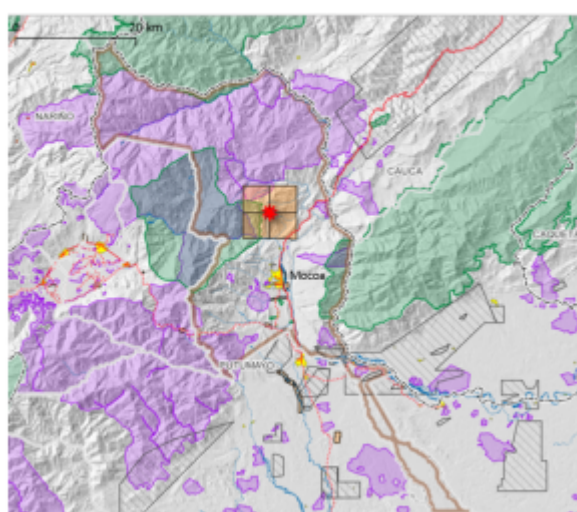
Par ailleurs, il est fréquent que les réflexions concernant la TE, ne mentionnent peu ou pas du tout les nombreuses expériences communautaires qu'impliquent une réelle souveraineté énergétique. Celles-ci contrastent avec des projets en développement à plus grande échelle, que sous-entendent les parcs éoliens et les panneaux solaires, des installations qui exigent de grandes quantités de minéraux tels que du cuivre et des terres rares mais qui, grâce au processus final de production d'énergie ne libère pas de CO₂, sont qualifiés de « propres ».

Dans ce contexte, la demande de minéraux s'accroît pour la décarbonation dans le monde et la TE s'avère menaçante pour le Bassin nord occidental d'Amazonie, puisque cette zone est proche d'une aire de dépôts de cuivre du pays. Actuellement, l'entreprise canadienne Libero Copper (connue en Colombie sous le nom de Libero Cobre) possède quatre contrats miniers (image 1,

couleur rouge) impliqués dans des processus d'exploration et dont on présume que le destin final serait l'exportation du minéral.

Ces zones concernées par les contrats se situent à une distance de 10 kilomètres du centre urbain de Mocoa, capitale du département de Putumayo. Sa projection d'exploitation est d'approximativement 4 600 millions de livres de cuivre et de 511 millions de livres de molybdène (1). Ces contrats ont été acquis durant la présidence d'Álvaro Uribe (2002-2010), durant la période nommée « jackpot minier », au cours de laquelle s'est vendue de grandes extensions de terres pour l'extractivisme minier-pétrolier du pays.

Antecedentes: La "piñata minera" (2002-2010)



- AGA (2004) – Mocoa Ventures (B2Gold, 2009) => Libero Cobre (2018)
- Proyecto Mocoa – 7800 ha – Fase del POA - de 4600 M de libras de cobre y 510,5 M de libras de molibdeno – Pit 177 ha

- Area Proyecto Licenciado (ANLA, 2022)
- Proyecto Mocoa de Libero Cobre
- Limite Mocoa (DANE, 2017)
- Titulos mineros vig. Putumayo (ANM, 2022)
- Areas Protegidas (RUNAP, 2023)
- Resguardo Indígena Legalizado (ANT, 2021)
- Area urbana (DANE, 2021)

Antécédents : Le jackpot minier (2002-2010)

Mocoa : une ville Andino-amazonienne

Mocoa se situe près de la frontière sud-occidentale du pays et à 630 kilomètres de Bogota. La ville a une population avec approximativement 63 639 habitants qui représente 16,6% du total départemental, ethniquement représentée par des populations indigènes, des afro descendants, des paysans et des colons. Territorialement, on y trouve cinq réserves indigènes : Inga Condagua y Yunguillo, Inga-Camëntsa, La Paila Naya, Inga y koreguaje et La Florida-Nasa, ainsi que les villages Siona, Yanacona, Pastos et cinq Conseils Communautaires d'afro-descendants.

Le territoire est un mélange de cultures. Certaines familles utilisent des graines, des fibres et de l'argile dans la fabrication de produits artisanaux. On y vit également du tourisme, de la production agricole et dans la partie urbaine, de services et du commerce.

Géographiquement, Mocoa se situe dans la confluence entre le Macizo et l'Amazonie. Cette zone est un des territoires les plus importants pour la naissance des sources d'eau du pays. Elle est connue sous le nom d'« Etoile hydrique » (2). Qui plus est, la zone partage avec la commune de San

Francisco une partie de la Réserve Forestière Protectrice du Bassin Alta de Río Macao (RFPCARM). Il s'agit d'une réserve éco-stratégique car elle est le couloir qui connecte plusieurs Parcs Nationaux Naturels (PNN) et des Réserves Naturelles qui sont les suivantes : PNN Alto Fragua Indi Wasi, PNN Puracé, PNN Complejo Volcánico Doña Juana – Cascabel, PNN Cueva de los Guacharos, Laguna de la Cocha, Santuario de Flora y Fauna Galeras, Santuario de Flora Isla de la Corota, Reserva Natural Paway Mariposario et le Santuario de Flora Plantas Medicinales Orito Ingi-Ande.

Le territoire est traversé par vingt-et-une sources hydriques, huit fleuves et treize gorges (4), qui forment l'éventail du fleuve Mocoa. Celui-ci alimente à la fois le bassin Alta del Río Caquetá, terre de beaux paysages, constitué par des zones de steppes, de terrasses et de vallées à la richesse sédimentaire notable et à la biodiversité splendide. Ses montagnes servent de refuge à des espèces en voie d'extinction comme l'ours noir à lunettes, le tapir des steppes et le jaguar (4). On trouve également l'espèce *Elaeagia pastoensis*, un arbre connu populairement sous le nom de « mopa-mopa », duquel s'extrait le « vernis », une matière première qu'utilisent les artisans de Pasto (Nariño). (5) Ces espèces sont considérées comme « vulnérable à l'extinction » en raison de la perte d'habitat et d'autres facteurs.

A cause de sa situation géographique dans la transition andino-amazonienne, Mocoa jouit de conditions atmosphériques spéciales telles qu'un climat chaud-humide avec des précipitations qui dépassent les 4 000 millimètres par an, de hauts versants qui vont de 600 à 3 200 mètres d'altitude et des sols géologiquement jeunes en formation, ce qui fait de cette région une zone d'érosion active.

Le territoire Andino Amazonien sous menace

Depuis plus de quarante ans, des études s'avancent sur le potentiel minéral de Mocoa. Dans les années 70, un accord a été signé entre l'ancien Institut National de Recherche Géologiques-Minières (INGEOMINAS) et les Nations-Unies. Le tableau ci-joint est le résumé du rapport réalisé dans 31 puits perforés sur la rive droite du fleuve Mocoa.

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Valeur		Type		
		A ciel ouvert	Sous-terrain	Combiné
		A ciel ouvert		
Réserves	Tonnes métriques	203.666.000	222.852.000	204.616.000
Teneur en %	Cu	0,4319	0,3837	0,4045
	Mo	0,0621	0,0670	0,0700
Opération	Quotidienne (en tonnes)	30.000	30.000	30.000
	Annuellement (en tonnes)	10,500,000	10,500,000	10,500,000
Age de la mine	Années	21	23	8
Pré-production	(Années)	5	5	5

Source INGEOMINAS Informe No 1891, de 1982.

La projection du rapport de INGEOMINAS s'inquiète de la haute fragilité environnementale de Mocoa puisque paradoxalement, ses richesses impliquent également de nombreux risques. L'éventail hydrique, la géo-morphologie jeune du sol ainsi que le fait d'être situé dans une zone de transition de plaques tectoniques – donc traversé par des failles géologiques – en fait une zone particulièrement encline aux impacts du changement climatique.

Le Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique signale régulièrement la dégradation de la planète et alerte sur le fait que les affectations seront plus évidentes dans des territoires de haute fragilité environnementale. C'est ce dont témoigne par exemple la tragédie du 31 mars 2017, lorsqu'à Mocoa, 17 quartiers ont été inondés et cinq furent complètement détruits. L'avalanche a fait plus de 333 morts, 398 personnes gravement blessées et 71 disparus selon les chiffres officiels (6) (bien que la population parle de chiffres plus élevés encore). Pour certaines personnes touchées, on peut même parler de double peine puisqu'une partie de ces populations avaient déjà été victimes du déplacement forcé. Comme dans la plupart des villes du monde, ces populations migrantes vivaient en périphérie des villes et ont donc été particulièrement atteintes.

Un an après la tragédie, au mois d'avril, les présidents des Juntas d'Action Communale (JAC) des chemins de Pueblo Viejo et Montclar furent informés que l'entreprise canadienne B2 Gold réaliserait des travaux d'exploitation et qu'ils avaient besoin de la licence sociale, raison pour laquelle ils les ont sommés de réunir la communauté. Face à cette menace et avec la mémoire vivante du désastre, le 5 mai 2018, la municipalité de Mocoa a réalisé une importante mobilisation en accompagnant les présidents des JAC de la zone pour manifester leur rejet total et leur désaccord face à la prétendue exploitation de nos montagnes. Qui plus est, il faut préciser qu'une partie des contrats miniers se superposent avec les territoires collectifs des Réserves Inga de Condagua et la Réserve Camëntsa de San Francisco.

En guise de réponse politique à cette mobilisation, le Conseil Municipal a approuvé l'Accord 020 de 2018, qui stipulait que « la commune de Mocoa doit assumer en priorité la politique de protection à l'environnement ce qui implique de manière explicite l'interdiction d'activités minières actuelles », des faits « qui, en raison de la magnitude de la tragédie, doit mener à ce que le Gouvernement Municipal prenne des précautions, de prévention, de rigueur subsidiaire et de progressivité ».

Mimétisme entrepreneurial

Comme mentionné plus haut, « le jackpot minier » implique que le sous-sol de ce territoire soit entre les mains d'entreprises canadiennes : Mocoa ventures, B2 Gold ou encore « Projet Mocoa », de Libero Cobre. B2 Gold, qui opérait sous la subsidiaire Mocoa Ventures, n'a pas réussi à obtenir la licence sociale avant la fin du délai d'exploration et a vendu les titres à Libero Copper Corporation, entreprise qui a acquis la participation de 100% du « Projet Mocoa » le 7 mai 2018.

Selon les organisations luttant pour la citoyenneté, l'arrivée de Libero Cobre a représenté une menace plus remarquable encore quant à une possible exploitation. Ses actions ont généré des vulnérabilités et des violations des normes locales, vu qu'elles sont passées outre l'Accord Municipal 020. Elles ont également fracturé le tissu social avec la cooptation de la population de la zone *via* l'offre d'emplois, l'utilisation d'enfants dans les publicités de l'entreprise entre autres types d'impacts. Ces conséquences ont mené les instituts tels que l'Observatoire de Conflits Environnementaux (OCA), de l'Université Nationale de Colombie et l'Institut Amazonien d'Investigations Scientifiques (SINCHI), à cataloguer ce cas comme un conflit socio-environnemental.

Résistances face à l'activisme

Pour les organisations sociales, l'exploitation générera des dommages environnementaux incalculables et la vie sur le territoire s'avèrera impossible. En tant que concitoyen.ne.s, nous nous sommes regroupés dans un Collectif de Gardiens de l'Amazonie Andine, et avec le soutien d'ONGs de Bogota, nous avons mis en place des mobilisations, des audiences publiques, des demandes aux entités de contrôle et à l'autorité environnementale. De la même manière, nous avons réalisé de nombreux événements culturels : la première et seconde édition du Festival de l'Eau, de la Montagne et de la Vie (2022 et 2023).

Pour conclure, il faut souligner que ce cas de prétention d'extractivisme de cuivre dans l'Amazonie colombienne devient chaque jour plus visible, si bien que nous sommes parvenus à le positionner dans l'agenda des Ministères de l'Environnement et du Développement Durable, des Mines et de l'Énergie. Nous attendons qu'un jugement du Conseil d'État mette des limites au désordre minier du pays, en plus de concrétiser ce qui était proposé dans le Plan National de Développement de l'actuel Gouvernement : « Ordonner le territoire autour de l'eau ! » (7).

Constanza del Pilar Carvajal Vargas

Activiste socio environnementale et personnalité académique.

Collectif Hilos de Vida – Gardiens de la zone Andine – Amazonienne

Avec la collaboration de Lucia Barbosa Diaz et William Mauricio Rengifo Velasco.

(1) Michel Rowland, Robert Sim and Bruce Davis in: [Liberio Copper & Gold Corporation](#). Vancouver, British Columbia, Canada, January 2022. TechnicalReportMocoaCu-MoDepositColombia150618.pdf Consulté en janvier 2022.

(2) Dans le Macizo naissent les fleuves Magdalena et Cauca, ils traversent le pays du sud au nord jusqu'à l'Océan Atlantique, le fleuve Patía va de l'Occident à l'Océan Pacifique et le Caquetá de l'est amazonien atteint le Brésil jusqu'au fleuve Río Amazonas. Dans les contreforts du Nudo de los Pastos, dans la commune de San Francisco naît le Río Putumayo qui parcourt approximativement 840 kilomètres. Ses eaux sont une division frontalière internationale de notre pays avec l'Équateur et le Pérou et il rentre au Brésil où il apporte son débit dans l'Amazone.

(3) POMCA, Mocoa 2022.

(4) International Union for Conservation of Nature (IUCN).

(5) L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), a reconnu les « savoirs et techniques associés au Vernis de Mopa-Mopa » comme patrimoine culturel Immatériel de l'Humanité. Le 21 décembre 2020.

(6) Tragédie de Mocoa : pourquoi ils ont condamné la Nation ? Le Tribunal Administratif de Cundinamarca a condamné l'État pour ce qu'il s'est passé en mars 2017. Nouvelle virtuelle du 14 juillet 2022.

(7) National Planning Department. [El agua, eje central para hacer de Colombia “una potencia mundial de la vida](#). March 2023.

Les contradictions de la conservation : le territoire du peuple Ka'apor dans l'Amazonie brésilienne

Les Ka'apor est un peuple autochtone qui vit dans la région d'Alto Turiacu, dans le nord-est de Maranhão, au Brésil. Il s'agit du territoire autochtone le plus grand de l'Amazonie Orientale et de la portion préservée de forêt la plus importante dans cette région. C'est justement dans ces localités que les sociétés étrangères se sont installées pour proposer des projets REDD. Ces projets engendrent des conflits et suscitent le rejet d'une partie de la communauté qui s'organise pour leur résister.

La partie orientale de l'Amazonie au Brésil présente les plus hauts taux de déforestation et de dégradation de la forêt dans le pays. Or, ce vaste territoire compte encore également d'importantes zones de protection. Comme en témoignent de nombreuses études scientifiques dans diverses régions du globe, ces zones correspondent également à des territoires de populations autochtones et/ou de communautés locales (1). Une de ces zones n'est autre que le territoire indigène Alto Turiacu où vit le peuple autochtone Ka'apor, une zone qui s'étend sur 530 524 hectares dans le nord-est de Maranhão, et qui se divise en six communes. Y vit une population d'environ 2 600 personnes, qui se divisent en 20 communautés et qui représentent le territoire autochtone le plus important de l'Amazonie Orientale et, la portion de forêt protégée la plus vaste de cette région.

Concernant la protection du territoire : qui enseigne à qui ?

La protection de la forêt généralement nommée « conservation » par les secteurs académiques et sociaux, se base, entre autres, sur des valeurs et des relations profondes avec les territoires : des valeurs culturelles, d'usage, spirituelles et politiques. Leurs connaissances et pratiques traditionnelles leur ont permis d'utiliser et de préserver leur territoire. Il s'agit de savoirs et de concepts qui ne sont pas statiques mais qui, au contraire, évoluent en parallèle de leurs cultures, s'adaptent et répondent aux nécessités qui surgissent. C'est ainsi que le peuple Ka'apor a par exemple créé des stratégies de surveillance et d'auto-vigilance.

Les Ka'apor sont constamment menacés. Au fil des ans, l'invasion de leur territoire a augmenté, notamment dans certains incidents fonctionnaires publics ayant pris part dans l'agression, la location ou encore l'usage de faux documents pour l'appropriation indue du territoire autochtone. Face à cela, en 2012, une partie significative de leaders et leadeuses des communautés se sont unies et ont commencé à réaliser des actions d'auto-vigilance. Ils ont établi de petites communautés aux entrées des chemins utilisés par les vendeurs de bois – les bien nommées « zones de protection » ou *ka'a usak ha* dans leur langue. Cette expérience a neutralisé l'agression et l'invasion de leur territoire.

En novembre 2013, les Ka'apor ont créé la première zone de protection dans la commune de Centro Novo de Maranhão, où ils ont décidé, un mois plus tard, de reprendre un système d'organisation nommé *Tuxa Ta Pame* ou « Conseil de Gestion Ka'apor », une « forme d'organisation ancestrale et collective du peuple, qui fait référence aux anciens *Tuxa* ou guerriers.

Ces derniers sont connus pour avoir lutté, donné leur vie, été des maîtres de savoir et de culture, des stratèges dans la défense du peuple et de la culture », ont expliqué des membres du Conseil dans un entretien avec le WRM. Dans ce système, il n'y a ni mandataires, ni chefs, ni caciques ou pouvoir, les décisions ne sont pas prises par un leader mais par le collectif. « Tous les éléments de la communauté sont importants et sont protagonistes dans la défense [du territoire]. Dans une action d'autodéfense, « le groupe s'engage, personne ne dit qu'il commande, mais tous ceux qui se sont sentis menacés vont à l'affrontement ».

Ils ont également mis en place le *Jupihu Katu Ha*, un accord de cohabitation Ka'apor, créé dans le but de contribuer à l'unité et d'exercer une gouvernance collective et responsable. L'organisation se base sur des décisions consensuelles, horizontales et participatives.

Il est nécessaire de souligner l'importance de ces décisions en termes d'autonomie et de souveraineté. Les formes de gouvernements et d'organisation propres et inclusives, et éloignées des modèles des démocraties représentatives, donnent une place de choix aux voix et participations des différents secteurs du peuple indigène. On peut citer à titre d'exemple la garde d'autodéfense Ka'apor, constituée de familles, de femmes, d'anciens, d'enfants et même d'animaux domestiques. Tous ont une responsabilité et une tâche à accomplir, ce qui dans de nombreuses autres sociétés, relève du défi ou de l'impossible. En d'autres termes, le territoire est pensé, vécu, apprécié, approprié et défendu par toutes et tous.

Avec le temps et l'augmentation des agressions et menaces, les actions de défense territoriale se sont étendues. De nouvelles formes de protection telles que l'auto-surveillance ont été mises en place, des plaques d'identification ont été installées et les populations ont réalisé une cartographie participative des écosystèmes bioculturels Ka'apor. Ils ont même adopté et établi un système d'*agroflorestas sintrópicas*, un fonctionnement agricole et productif créé quelques décennies auparavant qui imite la forêt dans son organisation, notamment dans le but de réduire les apports externes, leur accumulation et la disposition de l'énergie par d'autres groupes. Tout cela s'est fait de manière simultanée avec différentes actions solidaires en matière d'éducation et de santé.

Mais l'augmentation croissante des actions d'auto-surveillance va de pair avec une hausse des agressions et assassinats commis par divers acteurs (des trafiquants de bois, des propriétaires terriens, des chasseurs, des commerçants ou encore des politiques locaux). Dans les dix dernières années, plus de 50 personnes ont été agressées, deux communautés ont été envahies et on compte près de 15 assassinats.

Malgré tout, les Ka'apor parvient à maintenir la forêt tropicale en bon état. Récemment, des acteurs extérieurs et inconnus de ce territoire sont arrivés supposément pour enseigner à ce peuple ce qu'il fait en réalité depuis des siècles : protéger son territoire mais sous la modalité d'un projet REDD. Mais qui devrait apprendre de la relation avec la forêt et la préserver ? Ces acteurs sont-ils venus dans la seule intention de la protéger ?

L'arrivée de la proposition REDD et les impacts anticipés

Début 2023, les entreprises étasuniennes Wildlife Works et l'ONG Forest Trends ont proposé de mettre en place un projet REDD (Réduction d'Emissions causées par la Déforestation et la Dégradation) pour générer et vendre des crédits de carbone. Ils sont arrivés par l'intermédiaire de peuples autochtones d'une autre région .

Sur le territoire, il existe une autre organisation, l'association Ka'apor *Ta Hury* du fleuve Río Gurupi, qui fonctionne avec un *cacique*, un chef, avec qui l'entreprise et l'ONG ont établi une communication plus étroite. Cette association, qui ne représente pas la totalité du peuple Ka'apor, explique être en accord avec le projet, qui, selon eux, pourrait améliorer leur qualité de vie et apporter des ressources pour compléter les activités de protection. Il existe donc un accord de principe signé. Ce document est cependant dénoncé par le *Tuxa Ta Pame* qui considère que ni l'entreprise ni l'ONG ne prirent en compte leurs voix au cours du procédé qui mena à la signature.

Or, dans de nombreux autres territoires du monde où se trouvent les forêts les mieux protégées, ces territoires sont l'objet de dispute pour des projets de crédits de carbone et des peuples autochtones et des communautés locales souffrent des impacts, des disputes et des divisions internes que ces crédits génèrent.

Les Ka'apor qui s'opposent au projet REDD le font parce que le projet REDD mercantilise leur mode de vie et augmente les conflits internes. Ils en ont fait les frais puisqu'ils ont vécu une expérience similaire avec un projet de commercialisation de bois sec entre 2006 et 2013. Ces populations se sont senties trompées par l'État, par le gouvernement fédéral et même par la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI). Les acteurs avec qui ils réalisèrent le projet de commercialisation n'a laissé que des disputes, de la mort et de la souffrance, ce qu'ils ne souhaitent pas répéter (2). La présence des acteurs externes et leur proposition ont engendré des conflits et approfondi des divisions parmi le peuple Ka'apor.

En raison de la teneur de la situation, une plainte a été déposée devant le Ministère Public Fédéral (MPF), entité qui considère que n'importe quel processus exige de dialoguer avec les deux parties en précisant que le consensus doit être satisfaisant pour les deux (3).

En consultant Beto Borges, représentant de Forest Trends, sur la posture de l'ONG si elle n'obtenait pas de consensus au sein du peuple Ka'apor, il a affirmé que le projet ne devrait pas se poursuivre. Cela rend compte de l'importance du consensus dans une décision de cette importance. Cela dit, la réponse du représentant de Wildlife Works, Lider Sucre, diffère largement. Pour lui le consensus n'est pas assez important et il insiste sur la décision du collectif : « il n'y aura jamais d'unanimité absolue. Dans un processus communautaire il y a toujours différents points de vue. A la fin du processus, nous irons dans le sens de la décision du collectif, qu'il soit pour ou contre » (4). Cela pose immédiatement la question : qu'entend le directeur par décision du collectif si une partie du collectif s'est déjà opposée au projet ?

Comme c'est souvent le cas avec ces organisations, Forest Trends et Wildlife Works ont commencé à diffuser des informations partielles sur le projet REDD, et certaines informations très importantes n'ont pas été diffusées. C'est par exemple le cas des irrégularités, des plaintes et des impacts concernant d'autres projets similaires sur d'autres territoires (5), comme ce fut le cas avec des projets de Wildlife Works au Kenya, dans la RDC et en Cambodge.

En novembre 2023, le journal britannique « The Guardian » (6) a publié un reportage basé sur une recherche de la Commission des Droits Humains du Kenya et l'ONG SOMO (7) qui témoigne d'une plainte contre plusieurs fonctionnaires de l'entreprise Wildlife Works dans le projet Kasigau, au Kenya, accusés d'abus et de harcèlement sexuel, commis pendant plus d'une décennie. Des hommes liés à l'entreprise faisaient valoir leur position hiérarchique dans l'organisation pour exiger des relations sexuelles en échange de postes et de meilleurs traitements. La recherche réalisée par une firme d'avocats kenyane a trouvé des preuves de « comportements profondément inappropriés et nuisibles » de la part de deux personnes.

Le président de Wildlife Works, Mike Korchinsky, a présenté ses excuses pour la douleur causée et a signalé la suspension de trois personnes en insistant sur le fait qu'il s'agissait d'un problème isolé. Il faut préciser que face à ce type de violations de droits dans le cadre de ce genre de projets (8), l'argument des « cas isolés » est fréquemment employé, quand bien même la réitération des faits au fil du temps fait plutôt penser à un caractère systématique.

Le problème fondamental derrière ces situations très graves est que les projets REDD sont encouragés et promus comme une intervention exclusivement positive pour les communautés et les territoires, sans évoquer l'histoire des impacts négatifs. Autrement dit, les informations essentielles - complètes, véridiques et impartiales - sont cachées aux personnes confrontées à la prise de décision concernant un projet sur leur territoire.

Quelle a été la réponse du *Tuxa Ta Pame* des Ka'apor ?

Pour le *Tuxa Ta Pame*, il faut davantage d'informations pour comprendre de manière intégrale de quoi s'agit le mécanisme REDD, comment il fonctionne, sur quoi il est basé et quelles seraient les implications pour la population et le territoire.

Après avoir commencé son propre processus de recherche, les acteurs externes ont donné une explication simpliste et partielle du projet REDD et sur l'émission de crédits carbone pour financer le projet, dont on affirme qu'il commencerait à donner des bénéfices avec le simple fait de signer les listes d'assistance aux réunions. Mais le peuple Ka'apor cherche d'autres points de vue et souhaite surtout connaître l'expérience d'autres populations et est de cette manière parvenu à ses propres conclusions.

Le conseil *Tuxa Ta Pame* et les communautés organisées autour de ce conseil analysent le projet REDD comme « un mécanisme capitaliste pour camoufler et maintenir le monde pollué et les territoires menacés dans leur autonomie, car il cherche à transférer la responsabilité du pouvoir public au pouvoir privé, car il divise les opinions, il monétise les biens culturels. Nous défendons

toujours le territoire car nous croyons qu'il est la base de notre vie. Nous n'avons jamais besoin de recevoir de l'argent pour vivre et protéger la forêt » (9).

C'est à partir de cette définition qu'ils ont décidé d'intégrer cette thématique dans leurs processus scolaires et formatifs, qui se divisent en trois noyaux de formation qui orientent cinq centres de culture et d'éducation communautaire Ka'apor. La communauté a même élaboré des supports de connaissances bilingues. Fin 2023, cela faisait sept mois qu'ils réalisaient des activités de formation dans l'objectif de créer un protocole communautaire Ka'apor.

De quoi a-t-on besoin pour que la forêt continue d'exister ?

Il faut garantir les conditions pour la permanence du peuple Ka'apor dans son territoire, de manière sûre et adéquate. Cela implique, entre autres, de respecter les formes propres d'organisation politique, de prise de décision et de gestion de leur territoire et manières de vivre. Il faut souligner, de nouveau, que les projets de type REDD, s'établissent toujours dans des zones géographiques très bien conservées, comme c'est le cas de l'Alto Turiaçu. Ces conditions ont été garanties par les Ka'apor, elles sont basées sur ses connaissances, pratiques et relations avec le territoire, sans nécessité de projets externes ou de mécanismes de marché qui conditionnent ou ordonnent ce qui doit être fait, selon ce qu'indiquent ceux qui promeuvent de tels projets et mécanismes.

Article élaboré par le Secrétariat de WRM sur la base d'un entretien réalisé avec les membres du Conseil de Gestion Ka'apor *Tuxa Ta Pame*.

- (1) Porter-Bolland L. et al, 2012. Land use, cover change, deforestation, protected areas, community forestry, tenure rights, tropical forests. *Forest ecology and management*. Vol 268:6-17
- (2) Video: [Intercept Brasil, Empresa americana alimenta conflito indígena para lucrar com reparação ambiental](#), 2023.
- (3) Article: [Intercept Brasil, Empresa americana alimenta conflito indígena para lucrar com reparação ambiental](#), 2023.
- (4) Idem 3
- (5) [REDD-Minus: the rethoric and reality of the Mai-N´dombe REDD+ Programme](#), 2020; [Fortress conservation in Wildlife Alliance's Southern Cardamom REDD+ Project: Evictions, violence, and burning people's homes](#). "We're proud of our work. The forest, the wildlife, you come to feel they're yours". 2021.
- (6) The Guardian, [Allegations of extensive sexual abuse at Kenyan offsetting project used by Shell and Netflix](#), November 2023.
- (7) SOMO, [Offsetting human rights. Sexual abuse and harassment at the Kasigau Corridor REDD+ Project in Kenya](#), November 2023.
- (8) WRM, [15 Years of REDD: A mechanism Rotten at the Core](#), April 2022. .
- (9) Entretien réalisé avec les membres du Conseil de Gestion Ka'apor Tuxa Ta Pame.

RECOMMANDATIONS

Peuples autochtones isolés du Pérou : comment le FSC s'inspire du modèle des grandes sociétés pétrolières

Cet article décrit comment, depuis plus de dix ans, le Forest Stewardship Council (FSC) continue de certifier deux concessions forestières de la société Maderera Canales Tahuamanu (MCT) dans la région de Madre de Dios, qui comprend des territoires de peuples autochtones dits « isolés », connus sous le nom de « Mashco-Piro ». La société de certification ferme les yeux sur le fait que le gouvernement péruvien n'a pas procédé à la délimitation des territoires autochtones, et qu'il a également accordé deux contrats de concession à MCT. Le FSC affirme que les concessions de la société ne font pas partie des territoires des Mashco-Piro. Ceci n'est pas sans rappeler la stratégie de plus en plus souvent employée par certaines sociétés pétrolières et gazières « pour tenter de défendre leurs activités dans des régions reculées de l'Amazonie habitées par des populations autochtones « isolées » : elles prétendent qu'elles n'existent pas, qu'il n'y a pas de preuves de leur existence ou qu'elles n'utilisent pas les zones dans lesquelles la société opère ». [Lire l'article en anglais ici.](#)

Brésil : La coalition Agro é Fogo publie un dossier

La coalition brésilienne AGRO é FOGO est composée de mouvements sociaux et d'organisations qui travaillent depuis des décennies pour défendre les régions de l'Amazonie, du *Cerrado* et du Pantanal au Brésil, ainsi que les droits de leurs peuples et de leurs communautés. Son objectif est de dénoncer la façon dont l'agrobusiness utilise les feux de forêt d'une manière directement ou indirectement associée à la déforestation et à l'accaparement des terres, afin de promouvoir et de consolider l'expansion de la frontière agricole. Ces dernières années, la coalition a publié un dossier intitulé « La trainée de feu de l'agrobusiness mondial : Accaparement des terres, déforestation et incendies de forêt en Amazonie, dans le Cerrado et dans le Pantanal brésiliens » (*Agribusiness' Global Trail of Fire: Land grabbing, deforestation and forest fires in Brazil's Amazon, Cerrado and Pantanal*), avec le soutien d'un vaste réseau de collaborateurs qui ont participé de diverses manières, notamment : des dirigeants des territoires qui ont communiqué leur témoignage sur les conflits ; des photographes qui ont fourni des photos de leurs collections ; des cartographes et des experts en traitement des données géospatiales qui ont élaboré des cartes, et des personnes qui ont co-écrit les articles. Ce dossier propose également une analyse de ce qui se passe dans les écosystèmes partagés des pays voisins, tels que le Paraguay et la Colombie, et de la relation avec leurs systèmes politiques. [Consulter le dossier ici.](#)

Voix autochtones d'Amazonie

Un nombre croissant de supports audiovisuels, de vidéos et de podcasts sont actuellement produits, dans lesquels les peuples autochtones d'Amazonie parlent de leurs réalités et de leurs luttes de résistance.

Agenda Propria, par exemple, est un collectif composé principalement de femmes journalistes travaillant dans la région amazonienne. Grâce au lien que nous partageons ci-dessous, vous pouvez écouter huit témoignages de représentants de peuples autochtones de la région amazonienne du Venezuela et de la frontière avec la Colombie, qui parlent de leur réalité,

notamment des évictions entraînées par les activités minières, des conflits avec les groupes armés, de la déforestation, mais aussi de leur résistance, notamment de la mise en place de gardiens de leurs territoires. Ces documents [sont accessibles ici](#) (uniquement en espagnol). Agenda Propria a également produit une émission spéciale sur les femmes en résistance dans l'Amazonie colombienne. [Uniquement en espagnol ici](#).

En outre, nous recommandons à nouveau un article et des vidéos sur le travail de jeunes femmes autochtones Munduruku au Brésil, qui utilisent les réseaux sociaux pour renforcer la sensibilisation aux intrusions illégales dans leur territoire. Lisez les articles et regardez les vidéos [en anglais ici](#) ou [en portugais ici](#).

**Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante :
Bulletin 269 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « En Amazonie, des luttes communautaires contre des menaces anciennes et nouvelles » (<https://wrm.org.uy/fr/>)**

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

**¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé
« L'arnaque verte : oppression, conflits et résistance » ?**

Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)
Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Secrétariat International du WRM
Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay
Tel/fax: +598 26056943
wrm@wrm.org.uy
<http://wrm.org.uy/fr/>